l'Opinion

N° 2782 DATÉ DU 11 JUIN 2024
3 €

Quotidien libéral // politique, économie, international

Etats-Unis-Arabie saoudite-Israël : ce coup de billard que veut tenter Joe Biden

Notre cahier exclusif

THE WALL STREET JOURNAL.

Après la dissolution, doute, inquiétude et colère

Ce qui frappe, au lendemain de la décision surprise d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale, c'est le niveau de certitude qui émane de l'Elysée. Le doute ne les effleure pas : « On va gagner », disent-ils tous autour du chef de l'Etat. Pour l'entourage du président de la République, le coup de dé de la dissolution sera forcément un coup gagnant. Le 7 juillet prochain, il aura clarifié les conditions dans lesquelles gouverner, et le Rassemblement national sera défait.

Bien sûr, il y a le jeu de rôle : conseillers politiques, experts de la communication, visiteurs du soir, le staff présidentiel est là pour porter la parole du patron. Et puis, si la présidence de la République n'envoie pas des messages carrés, rassurants, qui le fera, qui créera la confiance ?

Parce que, au-delà de ce premier cercle qui applaudit au coup de maître, le doute et l'inquiétude dominent la macronie. La colère, aussi, de la part de tous ceux dont le destin était accroché à celui de la majorité présidentielle. Beaucoup s'inquiètent à l'idée que le Président lui-même s'implique dans la campagne éclair pour les législatives, lui dont l'omniprésence dans la dernière ligne droite avant les européennes a coïncidé avec une glissade de sa candidate dans les sondages.

Dominée par la guerre en Ukraine, la campagne pour la présidentielle de 2022 avait été escamotée. Celle pour les législatives n'avait pas existé. Il n'y aura cette fois que trois petites semaines avant le premier tour du 30 juin, trop peu pour un débat de fond sur les programmes. Dans ces conditions, et puisque le repoussoir du Rassemblement national ne fonctionne plus, beaucoup se demandent ce qui l'emportera dans l'esprit des Français : le sentiment anti-Macron, si fort aujourd'hui, ou le coup de chapeau à celui qui a osé renverser la table pour interrompre un cycle délétère ?

Nicolas Beytout
@nicolasbeytout

La dissolution peut mener à la victoire. Au moins une personne en France y croit : le Président. Passé le scrutin défouloir des européennes, il demande aux Français de choisir en connaissance de cause

Macron : le saut dans l'inconnu

Chamboule-tout

Après la dissolution de l'Assemblée nationale, le dépôt des candidatures pour les élections législatives est ouvert du 12 au 16 juin. Dès mardi soir, l'Arcom commence à décompter les temps de parole des partis politiques. La campagne officielle démarre lundi 17 juin pour un premier tour le 30 juin et un second tour le 7 juillet 2024. **Le chef de l'Etat se prépare à une nouvelle intervention pour s'expliquer sur sa décision.**

Corinne Lhaïk et François-Xavier Bourmaud



KAK

Après la sidération, l'interrogation : que se passe-t-il dans la tête du Président pour qu'il décide d'une dissolution alors que l'extrême droite aligne 40% des suffrages aux élections européennes et l'ensemble des extrêmes 50% ? Il est devenu fou, disent les uns. Il prend des risques, mais pas pour lui, pour le pays, s'inquiètent les autres.

En fait, Emmanuel Macron obéit à une rationalité toute macronienne. Au commencement, l'usage du temps : il ne veut pas subir, mais choisir. Ensuite, la confiance en lui, inébranlable. Puis le recours aux recettes de son succès avec la réactivation du clivage progressistes contre conservateurs, européens contre nationalistes. Enfin, le plaisir du contrepied : on dit - on écrit surtout - qu'il ne va rien faire après les européennes? Il fait, et pas à moitié.

Puzzle. Les élections européennes sont le détonateur d'une réflexion en cours depuis deux ans. Comment reprendre la main sur un quinquennat perturbé par l'absence de majorité absolue ? Emmanuel Macron a imaginé des moyens qui ont fait long feu (conventions citoyennes, rencontres de Saint-Denis, etc.) Cette fois, il y a urgence : les LR menacent d'une motion de censure pour la rentrée. Plutôt que de la subir à chaud, autant la traiter à froid. Le parti d'Eric Ciotti ne sort pas glorieux du scrutin européen et la gauche a passé la campagne à se taper dessus : c'est le moment d'agir !

Emmanuel Macron choisit un calendrier court pour ne laisser personne respirer, espérant que le puzzle de la Nupes n'aura pas le temps de se reconstituer. Qu'une partie des LR ralliera le camp présidentiel pour sauver leur circonscription. « Il était cantonné à une guerre de position, il fait une guerre de mouvement », souligne un macroniste historique.

Début mai pourtant, la dissolution était considérée avec une grande circonspection. « Je ne suis pas sûr que nous n'obtiendrions pas une situation similaire à celle d'aujourd'hui avec une majorité toujours relative », disait un proche du Président. Des alternatives ont été examinées, par exemple, introduire d'abord une forme de proportionnelle, puis procéder à une dissolution à la rentrée avec un risque moindre d'une victoire du RN. Désormais, l'Elysée assume son choix au nom d'un argument massue : la clarté. « Le Président y va pour gagner, avoir une majorité claire afin de terminer le travail. Pour mettre en œuvre un projet régénéré. Il sera présenté dans les prochains jours. » Quand on objecte que le RN pourrait décrocher le pouvoir, les conseillers répondent : « La politique, c'est de la dynamique, pas de l'arithmé-

| | | *Pages 2 à 6*

Nouvelle-Calédonie : l'aide inattendue de la dissolution

Pirouette

La dissolution est une source potentielle de tracas pour Emmanuel Macron. Elle peut aussi lui réserver de bonnes surprises. Par exemple, l'aider à résoudre l'épineux dossier calédonien. Depuis le 13 mai, la Nouvelle-Calédonie est en proie à des violences. Des indépendantistes refusent que le projet de loi constitutionnelle qui dégèle le corps électoral de l'archipel soit adopté par le Congrès, c'est-à-dire l'Assemblée nationale et le Sénat réunis à Versailles pour voter aux trois cinquièmes un texte déjà adopté par chacune des deux chambres. Aux termes de la loi constitutionnelle, ce vote ultime doit intervenir avant le 1er juillet.

Face à la colère qui a coûté la vie à huit personnes et paralysé la vie locale, le chef de l'Etat avait annoncé qu'il suspendait l'adoption de la réforme contestée, dans l'espoir que les différentes parties trouvent un accord politique global. Mais les indépendantistes ont fait de son abandon pur et simple la condition sine qua non à toute entente. Et nombre d'observateurs et d'acteurs du dossier estimaient cette solution inévitable.

La nouveauté est que la dissolution permettrait de facto l'abandon puisque les travaux parlementaires sont suspendus. Dans un message posté sur Facebook, Alain Christnacht, artisan des accords de Matignon, estime que l'article 2 du projet de loi donne une date limite d'application qui est le 1er juillet. D'ici à cette date, « le Congrès ne pourra être réuni car le second tour des législatives est le 7 (juillet). Et après le 7, le Congrès ne pourra pas voter un texte qui comporte une limite au 1er juillet. Il faudra éventuellement tout revoter dans les deux chambres. » Professeur de droit public à l'université de Bretagne Occidentale, Jean-Jacques Urvoas approuve cette analyse en la nuançant : « On pourrait estimer que la date du 1er juillet est une date d'entrée en vigueur qui peut être dépassée. Cependant, je vois mal le Congrès être convoqué sur ce sujet dans les prochains mois. »

Corinne Lhaïk
@clhaik

Bardella et le rêve de Matignon


SIPA PRESS

Une large victoire au scrutin européen et un enjeu national de taille. Les troupes du RN s'activent depuis l'annonce de la dissolution pour tenter de propulser Jordan Bardella au poste de Premier ministre. Et aussi, de semer le trouble à droite en concluant des accords au « cas par cas ».

Page 3

Retraites : un déficit continu jusqu'en 2070, selon le COR

L'organisme s'apprête à publier son rapport annuel sur la santé financière du système. Nous avons pu le consulter *Page 6*

Hausse du prix du gaz : une bonne nouvelle... pour le RN

Jordan Bardella fait croire que la décision a été prise par Emmanuel Macron, alors qu'elle est largement technique *Page 7*

En Israël, la fronde des ex-chefs d'état-major de Tsahal

La démission de Benny Gantz, opposant à Benjamin Netanyahu, présage une nouvelle crise politique majeure *Page 7*

M 00118 - 611 - F: 3,00 €

Macron : le saut dans l'inconnu

Suite de la page 1
tique. La dissolution rebat les cartes. La sidération doit permettre la clarification ».

Notamment des intentions des électeurs. S'ils se sont fait plaisir en se défoulant sur Emmanuel Macron à l'occasion des élections européennes, il est temps de revenir à la raison avec les législatives. Veulent-ils vraiment amener le RN au pouvoir ? « On fait confiance aux Français pour faire le choix qui sera juste dans le moment qui est le nôtre », expliquait-on dimanche soir dans l'entourage du Président. En rappelant les électeurs aux urnes, Emmanuel Macron leur pose en réalité une question : font-ils confiance à l'extrême droite « pour permettre au pays de faire face aux grands défis qui sont les siens, que ce soit les menaces extérieures, le dérèglement climatique, la cohésion sociale » ?

Cette clarification s'articule autour d'un axe : la réactivation du clivage entre progressistes et les autres, de ce front (ou arc) républicain dont la définition a beaucoup oscillé ces derniers mois. Tous contre le RN, plutôt que tout sauf Macron, au risque d'ignorer ce puissant ressentiment contre le Président et sa politique, au cœur de l'échec de la majorité aux élections européennes.

« La France envoie un nombre énorme de députés extrêmes au Parlement européen. Nous n'avons pas été capables d'européaniser la campagne, si la réponse doit être nationale, alors allons-y », dit-on à l'Elysée. Interdit de songer à tout autre scénario : la victoire et c'est tout. On comprend qu'un combat ne se prépare pas à coups de doutes, mais le schéma privilégié par le Président n'est pas le plus probable.

Bien sûr, il peut arguer de la page blanche : une campagne s'achève, une autre démarre. Elles n'ont rien à voir. Par leur nature déjà. Scrutin proportionnel de liste à un tour, les élections européennes agissent comme un couperet et permettent l'expression d'un vote défouloir. Le Parlement de Strasbourg est loin, tout comme les enjeux européens. Une fois le scrutin terminé, les sièges sont attribués.

Rien de tel avec les élections législatives, scrutin majoritaire à deux tours. Avec une règle qui jouera un rôle couperet : il faut obtenir 12,5% des inscrits pour pouvoir se présenter au second. Avec une abstention de 30%, par exemple, un score de 17% ou 18% est nécessaire. C'est une aide formidable au parti en tête, le RN.

Guerre de succession. Emmanuel Macron compte sur la logique du front républicain pour contrer ce phénomène : des rapprochements entre les deux tours pour faire barrage au parti de Jordan Bardella. Dans le scénario rêvé à l'Elysée, le camp présidentiel récupère une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Il refait le plein de capital politique et se retrouve les mains libres pour diriger le pays jusqu'à la fin de son mandat. Du même coup, il renvoie à plus tard l'ouverture de la guerre de succession dans son camp pour le remplacer à l'Elysée.

Autre scénario difficilement crédible : la gauche arrive à s'unir et à affronter le RN au

« Il passe des années à s'occuper des JO et il se met en risque de les inaugurer au côté de Jordan Bardella ou de Marine Le Pen »

second tour, laissant la majorité présidentielle en lambeaux. Une troisième hypothèse est plausible : cette fois, c'est le Rassemblement national qui obtient la majorité absolue à l'Assemblée nationale, forçant le chef de l'Etat à nommer à Matignon un membre de la formation de Marine Le Pen. C'est la cohabitation. Mais dans une configuration jamais vue puisqu'il s'agit pour Emmanuel Macron de confier le pouvoir à une extrême droite qu'il a toujours combattue.

« Il passe des années à s'occuper des JO et il se met en risque de les inaugurer au côté de Jordan Bardella ou de Marine Le Pen », soupire un visiteur du soir. A part dans les tribunes officielles, le voisinage entre l'Elysée et Matignon ne serait pas de tout repos, loin des cohabitations parfois musclées mais civilisées vécues par François Mitterrand, puis par Jacques Chirac : Matignon a les moyens institutionnels de troubler la vie du chef de l'Etat.

Voilà qui laisse planer l'hypothèse d'une démission du président de la République. Il peut y être poussé par une impossible coexis-


SIPA PRESS

Emmanuel Macron, dans un bureau de vote, au Touquet, dimanche.

tence avec le RN. Il peut en décider de lui-même pour prendre acte de son échec : avoir permis l'arrivée du RN à Matignon.

Sortie. Dernier scénario enfin, le plus évident : une forme de statu quo. Le RN progresse, mais pas suffisamment pour obtenir la majorité. Le camp présidentiel régresse, mais conserve suffisamment de députés pour peser. Les Républicains et les socialistes se ren-

« Le Président a médité longuement la célèbre formule de Raymond Aron "l'Histoire est tragique", assurait dimanche un conseiller du chef de l'Etat. Il sait pertinemment qu'elle est tragique pour ceux qui ne savent pas la mesurer »

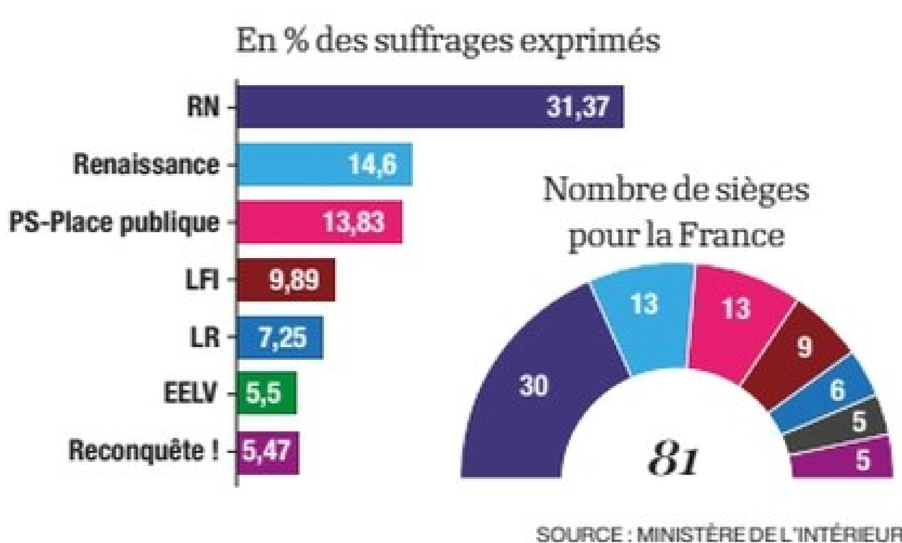
forcent, tout en ayant clarifié leur ligne politique. Dès lors, il faut négocier pour dégager une majorité. C'est la coalition. Celle qu'Emmanuel Macron tente d'élaborer depuis sa réélection en 2022.

Sans succès puisque les Républicains ont toujours fermé la porte. Plutôt que de passer par les partis, le chef de l'Etat utilise cette fois les urnes pour forcer une coalition. Si cette alliance est impossible, l'instabilité va dominer. Au premier budget, une motion de censure risque d'être votée. Et le Président est désarmé. « Il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans l'année qui suit ces élections [consécutives à une première dissolution] », dit l'article 12 de la Constitution. La seule issue serait alors de prendre la sortie. La démission encore.

La dissolution de l'Assemblée nationale met cette perspective dans le paysage. Après l'annonce des résultats des élections européennes, et la déroute du parti présidentiel, les opposants du chef de l'Etat, de la droite à la gauche, étaient déjà en train de signer l'acte de décès du macronisme. « Le président de la République a médité longuement la célèbre formule de Raymond Aron « l'Histoire est tragique », assurait dimanche un conseiller d'Emmanuel Macron. Il sait pertinemment qu'elle est tragique pour ceux qui ne savent pas la mesurer ». Pour lui, le tragique se résume en une image. Marine Le Pen remontant la cour de l'Elysée pour lui succéder.

@clhaik
@fxbourmaud

Résultats définitifs des élections européennes



Entre le Président et sa majorité, comme un sentiment de trahison

ET SOUDAIN, LE SILENCE. Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, l'agitation n'est plus. L'agenda s'est vidé. L'hémicycle est désert. Les 577 députés du Palais Bourbon sont déjà loin, repartis sur leurs terres d'élection. Telle cette députée francilienne qui, dimanche soir, s'exfiltre d'un plateau télé pour retrouver les militants de sa circonscription, son assurance-vie pour les trois prochaines semaines.

En quelques heures, le petit monde parlementaire a basculé. Celui du camp présidentiel encore plus. Persuadés que ce scénario n'était pas une option, les députés de la majorité ont accueilli avec stupéfaction l'annonce de la dissolution prise par leur leader. Il a fallu partir, s'organiser, et ne surtout pas se retourner.

Car le réveil est douloureux. D'un côté, il y a le choc. Celui du score de l'extrême droite, que la participation en hausse n'est pas parvenue à endiguer. Pire, elle l'a peut-être même nourri. De l'autre, il y a l'amertume. A mesure que les élus examinent la situation de leur circonscription, une sensation s'installe. Le chef envoie ses troupes dans un combat perdu d'avance. « Une grande partie d'entre nous part en opération suicide », déplore une députée Renaissance. « Si la gauche parvient à s'unir, on finira en slip », prédit un conseiller.

En plus de se livrer à un destin incertain, les parlementaires laissent derrière eux des dizaines de dossiers. Des commissions d'enquête et autres rapports qui ne verront peut-être jamais le jour. Des travaux réclamés par l'exécutif lui-même, sur la simplification ou la taxation des rentes, que leurs auteurs peuvent mettre au placard.

Les sujets les plus chauds sont laissés en suspens. La suppression du droit du sol à Mayotte, promise par Gérald Darmanin aux Mahorais, le dégel du corps électoral en Nouvelle-Calédonie, le texte sur le logement, la justice pénale des mineurs, la fusion de l'audiovisuel public... Quant à la fin de vie, les heures de débats n'existent plus. Rien ne garantit qu'un prochain gouvernement souhaitera à nouveau faire évoluer la loi. « Si je regarde derrière, je m'effondre, je ne peux pas me le permettre », soupire un député impliqué dans les discussions.

Voilà plus de deux ans que le lien entre Emmanuel Macron et les députés s'abîme. Que le Président est accusé de n'avoir ni connaissance du fonctionnement du Parlement, ni considération pour ceux qui le composent. La fracture a atteint son paroxysme. Il faut désormais sauver sa peau. Non pas pour le président, mais pour soi.

Consignes. La majorité s'éparpille. Lundi matin, tous ou presque étaient déjà sur le terrain. A chercher un mandataire financier, imprimer de vieilles affiches ou toquer aux portes. La veille, une simple visioconférence a été organisée avec les cadres de Renaissance. Les interrogations pratico-pratiques ont été les plus fréquentes. Quel matériel de campagne ? Que faire des collaborateurs sur le point d'être licenciés ? Quand arriveront les fonds ? Pour le reste, personne n'a attendu les consignes du parti.

Chaque minute compte. Rien, dans la décision du Président, n'est apte à aider les candidats. Placés au pied du mur au même titre que leurs opposants, ils doivent adapter la stratégie à leur circonscription dans l'urgence. Les trois semaines de campagne ne laissent pas le temps de travailler des accords locaux.

Cette urgence n'a pas que du mauvais. Dans les rangs du parti Horizons, certains auraient bien voulu claquer la porte de la majorité pour mener une campagne plus libre que loyale mais avec si peu de temps pour déposer les candidatures, l'émancipation a été remise à plus tard.

Plus rien ne tient cette majorité unie. Pas même le Président. Des figures du camp présidentiel partent déjà du principe qu'ils ne s'afficheront pas avec le visage d'Emmanuel Macron. Trop repoussant pour l'électeur. « J'ai l'impression qu'on n'est pas totalement dans le même camp lui et moi, je préférerais faire campagne avec Gabriel Attal », affirme une députée. « Si le parti fait la part belle au Président, c'est qu'ils n'ont pas bien compris la situation », complète l'un de ses collègues.

Lors de la réunion hebdomadaire à l'Elysée, lundi après-midi, Sylvain Maillard s'est dit inquiet. Dans le pire des scénarios, quelques dizaines d'élus pourraient revenir sur les bancs de l'Assemblée. Elus sur leur propre nom, ils échapperaient à toute discipline de groupe. Des autoentrepreneurs impossibles à canaliser, en somme, sur le modèle des actuels députés LR.

Les macronistes vont tout de même devoir composer avec le Président. Il y a deux ans, Emmanuel Macron avait disparu entre sa réélection et les législatives. Aujourd'hui, c'est comme s'il voulait disputer la campagne qu'il avait esquivée à l'époque. La première lame a privé des macronistes d'une réélection en 2022 ; la seconde, en 2024, risque de trancher la tête d'élus devenus cadres de la majorité. « A part dans les Hauts-de-Seine et dans les Yvelines, tout le monde peut perdre », prévient un conseiller de la majorité. Jordan Bardella est arrivé en première position dans neuf communes sur dix. Il domine toutes les catégories d'âge et sociales. Nulle part, les macronistes ne sont à l'abri.

Certains se posent la question d'y retourner. Le député et ancien ministre Joël Giraud a déjà fait savoir qu'il se retirait. Des sortants pourraient, à l'inverse, être sommés de laisser leur circonscription à des « poids lourds ». « Que l'on finisse du côté de la majorité ou de l'opposition, on aura besoin à notre retour de profils très politiques », justifie un cadre du groupe.

Risque. Il s'agit désormais de prendre son risque, plaide le dernier carré de fidèles d'Emmanuel Macron, les têtes brûlées de la macronie. Au gouvernement, le fossé se creuse entre les élus et les non-élus. Les ministres qui détiennent un mandat de député sont priés par l'Elysée de se présenter à nouveau. Eux vont se mettre en danger. En cas de défaite, ils perdraient tout.

« Il n'y a pas de raison que ce soit toujours les mêmes qui aillent au combat. Ceux qui n'y vont jamais sont bien tranquilles », proteste une

Ce mardi, à 18 heures, Renaissance tiendra un bureau exécutif pour investir ses candidats

conseillère ministérielle. En 2022, les ministres Stanislas Guerini et Fadila Khattabi n'avaient dû leur élection qu'à quelques dizaines de voix près. Pour Franck Riester et Marc Fesneau, l'implantation du Rassemblement national en zone rurale, rend le résultat du 7 juillet particulièrement indécis. L'extrême droite a recueilli 44% des suffrages dans la circonscription de Franck Riester.

D'autres membres du gouvernement vont-ils se lancer dans le grand bain tumultueux des législatives ? Lundi matin, Patrice Vergriete est resté dans sa ville de Dunkerque pour tenir une réunion avec l'ensemble des maires de la région. Dimanche, Jordan Bardella s'est imposé dans toutes les communes du Dunkerquois, à l'exception de deux villages. Dans trois semaines, la majorité pourrait perdre un député au profit du Rassemblement national. Le ministre des Transports peut-il faire l'économie d'une candidature ? Les noms d'Eric Dupond-Moretti, Rachida Dati et Catherine Vautrin reviennent également. « Il faut envoyer du lourd », réclame-t-on au siège de Renaissance.

Ce mardi, à 18 heures, le parti présidentiel tiendra un bureau exécutif pour investir ses candidats. « On a deux heures d'avance sur les autres partis. Il ne faut pas les perdre », plaide un conseiller. C'est une guerre de mouvement. Avec ses députés méprisés, ses ministres pressés et son chef de l'Etat contesté, la macronie l'aborde dans de mauvaises conditions.

Dinah Cohen et Matthieu Deprieck
@DinahCohen
@mdeprieck


SIPA PRESS

En plus de se livrer à un destin incertain, **les parlementaires** laissent derrière eux des dizaines de dossiers.

Bardella et le rêve de Matignon : stratégies et tractations éclair

LES LEPÉNISTES CARESSENT un doux rêve qui leur a été soufflé par Les Républicains. Un sondage commandé en secret par la direction de la rue de Vaugirard, et révélé en mars par *L'Obs*, donnait la majorité au RN à l'Assemblée si des élections législatives s'étaient tenues… en décembre 2023. Avec une moyenne de 278 députés contre les 89 de 2022. Le duo Jean-Philippe Tanguy et Sébastien Chenu avaient même obtenu un peu plus en extrapolant des données de l'Ifop. De quoi provoquer un séisme électoral inédit, qui ouvrirait la porte à une cohabitation avec un parti jusqu'ici bloqué aux portes du pouvoir.

Le rêve de l'extrême droite peut-il devenir réalité ? Depuis la double déflagration de dimanche - le score record du RN aux européennes et la dissolution annoncée par Emmanuel Macron - les paris sont ouverts. Le parti, lui, identifie entre 280 et 315 circonscriptions gagnables. Une première projection de Harris Interactive pour *Challenges*, parue lundi, douche un poil ce chiffre, prédisant entre 235 et 265 sièges au RN.

« Bardella Premier ministre », est-il inscrit sur le premier visuel de campagne du RN dévoilé lundi. Le dauphin de Marine Le Pen apparaît seul devant le Palais Bourbon. « On a demandé la dissolution, on l'a eue. Peut-être que si on demande Bardella à Matignon, on l'aura aussi ? », s'amuse un député. En réalité, seul le chef de l'Etat peut décider du nom de son Premier ministre. Qu'importe, il sera « notre candidat pour aller à Matignon » et « mènera la campagne », a insisté lundi le vice-président du parti Sébastien Chenu au micro de RTL. Alexandre Loubet sera son directeur de campagne, après avoir dirigé celle des européennes.


SIPA PRESS

Le président du RN a fait savoir qu'il ne sera pas candidat aux élections législatives.

Doigt mouillé. Le leader du RN a aussi fait savoir qu'il ne sera pas candidat aux élections des 30 juin et 7 juillet prochains. Après tout, l'élu estime avoir été hissé au rang de l'actuel locataire de Matignon en étant invité à débattre avec Gabriel Attal durant la campagne, et ne pas avoir besoin de fief électoral, en dehors de sa Seine-Saint-Denis natale où il n'habite plus. « Son fief, ce sont les réseaux sociaux », grince un mariniste.

Avant de fantasmer sur une incertaine majorité, le parti doit surtout se mettre en ordre de marche. Les lepénistes comptent ressusciter le « plan Matignon », concocté pour être prêt à tout moment en cas de nouvelle élection. Personne au RN n'imaginait l'éventualité de le déclencher au lendemain du 9 juin. « Pourquoi ce blitzkrieg? », s'interroge l'eurodéputé Alexandre Varaut. Tous entendent afficher une image de sérieux afin de déminer le piège en crédibilité qu'ils imaginent tendu par le Président. Au point d'inviter les télévisions à filmer leur première réunion dominicale nocturne.

Sauf indication contraire, les sortants seront réinvestis. « Envoyez-nous un message si vous ne souhaitez pas être candidat », ont reçu les députés sur la boucle interne. Les nouveaux ensuite, sont ou seront recrutés, au vu des nouvelles percées réalisées dimanche et des précédentes prédictions. Mi-janvier, le conseiller de Marine Le Pen, Philippe Olivier, assurait que le parti auditionnait déjà de nouveaux candidats en vue de circonscriptions prenables. Enfin, des eurodéputés, réunis par le parti lundi après-midi, sont sommés de se présenter en terres inéligibles. « Il faut se taper les campagnes dans des zones difficiles, c'est un service à rendre », justifie un cadre.

Ce n'est pas assez. « On n'est pas loin d'une majorité absolue, mais on a besoin de trente mecs en plus », estimait au doigt mouillé un proche de Marine Le Pen avant le scrutin. Dimanche soir, le jeune président du RN exhortait, avant même l'annonce de la dissolution, au « rassemblement » qu'il rêve d'incarner. Se voyant comme un profil d'ouverture, il explique, en privé, voir à terme la droite se scinder entre ceux qui rejoindront sa formation et ceux qui se rapprocheront de la macronie. En attendant, il faut leur tendre les bras. Ces élections l'obligent à accélérer la démarche que les huiles du parti prévoyaient après les municipales.

Conflit ouvert. Concrètement, Sébastien Chenu a annoncé la mise en place d'une « plateforme électorale » à laquelle pourraient se joindre « des gens issus des LR, de la gauche patriote, peut-être parfois de chez Zemmour », sans « alliance de partis ». La formation lepéniste a par exemple en tête ceux qui ont déjà signé leur motion de censure. « Il faut savoir s'ils veulent sauver la France ou avoir des places », grince un dirigeant, qui souhaiterait placer les questions socio-économiques comme condition, comme la baisse de l'âge du départ à la retraite voulue par Marine Le Pen. De l'autre côté du spectre, point de leurre. « On aime bien la gauche souverainiste du Printemps Républicain, de Montebourg ou Chevènement, mais ils n'ont pas d'élus et sont surtout des intellos », admet un mariniste.

A 17 heures lundi, un curieux rendez-vous s'est tenu au siège parisien du RN. Marion Maréchal est venue échanger avec Marine Le Pen et Jordan Bardella, elle qui vient d'être élue eurodéputée sous les couleurs zemmouristes. Le clan d'Eric Zemmour, avec qui l'élue est en conflit ouvert, n'était pas au courant de cette entrevue. Dimanche soir, la nièce de Marine Le Pen a déclaré, devant la mine déconfite d'Eric Zemmour, être prête à discuter avec, entre autres, Marine Le Pen et Jordan Bardella « pour travailler ensemble à l'alternative ».

Dans la foulée, le leader du RN a déclaré qu'« à la différence d'Eric Zemmour, Marion Maréchal a fait preuve durant toute la campagne (…) d'une démarche et d'une attitude constructive à l'égard du RN », évoquant une première discussion en vue d'une « union nationale ». L'élu soutient avoir eu des « discussions avec des cadres des LR à qui [il] souhaite aussi tendre la main ». Les tractations ne font que commencer.

Nina Jackowski
@Nina_Jacks

En Italie, résilience et échecs des populistes au pouvoir

QUE SE PASSE-T-IL LORSQUE des forces antisystèmes accèdent au pouvoir dans une grande démocratie occidentale ? L'Italie reste un observatoire très intéressant pour le comprendre. En 2018, le Mouvement 5 étoiles, en tête du scrutin avec 32%, avait mené une campagne très agressive contre la « caste » politique traditionnelle, contre l'euro et contre l'Otan, promettant de mettre fin à l'austérité budgétaire. Pour y arriver, le M5S avait signé une alliance avec Matteo Salvini, qui avait enterré la Ligue du Nord, le parti autonomiste des origines, lançant le projet d'une sorte de Ligue nationale et nationaliste sur le modèle du Front national.

L'épreuve du pouvoir entre 2018 et 2019 a eu des conséquences très différentes sur les deux partis. Le Mouvement 5 étoiles a oscillé entre ses origines révolutionnaires et sa volonté de rester au pouvoir à tout prix - s'alliant dans la même législature avec Parti démocrate entre 2019 et 2021, puis avec Mario Draghi entre 2021 et 2022 -, le payant lourdement dans les urnes. La Ligue, au contraire, était sortie galvanisée de l'expérience gouvernementale, atteignant son maximum historique aux élections européennes de 2019 (33%), grâce à une image relativement raisonnable et à un discours dur sur l'immigration, peu onéreux et populaire parmi ses électeurs.

« Si quelqu'un est trop extrémiste une fois en charge et essaye de forcer les contraintes internationale, il est sanctionné »

Paradoxalement, les positions extrêmes de Matteo Salvini, une fois passé dans l'opposition, et plus encore son sabotage de la politique de Mario Draghi, ont entamé son capital électoral. Pour Lorenzo Castellani, historien à l'université LUISS de Rome, ces deux positionnements successifs, tout comme celui de Giorgia Meloni, montrent bien que « les électeurs sont plus intelligents que nous ne les décrivons, ils votent souvent par rage, mais il y a un pragmatisme de fond. Tout le monde sait que les contraintes internationales, européennes, économiques existent : si quelqu'un est trop extrémiste une fois au pouvoir et essaye de forcer ces contraintes, il est sanctionné ».

Superprofits. La présidente du Conseil Giorgia Meloni était, elle aussi, à la tête d'un parti antisystème, mais elle a vite compris que les positions radicales sont délétères une fois au gouvernement. Ainsi, au-delà de quelques propositions populistes et immédiatement neutralisées comme l'instauration d'une taxe sur les superprofits des banques dans l'été 2023, ou l'affrontement avec la France sur la question migratoire en 2022, Giorgia Meloni a tenu une politique plutôt modérée, en ligne avec le mainstream européen, plutôt attentive aux comptes publics et à l'européanisation de la question migratoire.

Ce week-end, les électeurs n'ont pas sanctionné les incohérences du gouvernement, donnant au contraire un résultat très satisfaisant aux forces de l'exécutif : Frères d'Italie reste le premier parti à 27,8% (+3% par rapport à 2022), Forza Italia gagne 1,5 point par rapport à 2022, avec 9,6%, la Ligue reste stable à environ 9%. « Les Italiens ont "essayé" différentes choses et ont changé rapidement d'avis, car la méfiance est très grande à l'égard de la politique, analyse Giovanni Diamanti, fondateur de l'institut de sondages Quorum/Youtrend. Giorgia Meloni semble pourtant plus solide, elle n'est pas dans la surenchère permanente, elle n'aime pas trop prendre des risques. »

Enfin, elle n'est que le produit d'un pays vieillissant et fatigué par des changements incessants : « La démographie commence à compter, analyse Lorenzo Castellani. En 2022, les électeurs italiens n'avaient pas envie d'une révolution, ils voulaient un gouvernement conservateur et ont tout simplement voté pour la leader de la coalition de droite en place depuis 1994. »

Francesco Maselli (à Rome)
@FrMaselli

Allemagne : l'AfD prépare le terrain pour une réconciliation avec le RN

LE SOURIRE ENTENDU d'Alice Weidel lors de la soirée électorale, dimanche soir, avait mis la puce à l'oreille. Interrogée sur le sort de son encombrante tête de liste, mise en retrait de force pendant la campagne des européennes, la co-cheffe de l'AfD bottait en touche, mais ne cachait qu'à moitié avoir une solution en tête.

Lundi, le divorce avec Maximilian Krah a été acté lors de la première réunion des eurodéputés AfD. Ils ont refusé d'intégrer le sulfureux personnage à leur délégation au Parlement européen qui comptera finalement quatorze élus. L'AfD, en deuxième position en Allemagne aux européennes, espère ainsi une réconciliation avec le RN de Marine Le Pen et d'autres formations dans l'optique de former à nouveau un groupe commun à Strasbourg.

Le RN a pris ses distances en mai après la relativisation des crimes commis par les SS, pivot du projet génocidaire du régime nazi, par Maximilian Krah dans un entretien donné à un journal italien. La sortie du quadragénaire, issu de la tendance la plus radicale de l'AfD, faisait tache au regard du recentrage du discours entrepris par les héritiers du Front national. Dans un geste symbolique, les eurodéputés AfD ont été exclus du groupe parlementaire Identité et Démocratie (ID). Pour sa part, l'AfD a privé Maximilian Krah de réunions publiques et confié les rênes de la campagne au numéro 3 sur la liste, René Aust.

« Sérénité ». Auparavant, Maximilian Krah avait fait parler de lui via l'arrestation, en avril, d'un de ses collaborateurs accusé d'espionnage au profit de la Chine. La justice enquête aussi sur des soupçons de financement chinois et russe, des accusations que le juriste de formation conteste. Ces scandales ont sans doute empêché l'AfD de faire mieux que 15,9%, déjà historiques pour un scrutin national.

« Nous avons fait nos devoirs », a estimé Alice Weidel lundi après-midi devant la presse, précisant vouloir aussi revoir à l'avenir le processus de désignation des candidats. Elle a assuré aborder les discussions avec ses partenaires européens avec « sérénité » et « confiance en soi », au regard des résultats de dimanche. Les échanges, qui doivent commencer dans les prochains jours, auront lieu dans un premier temps avec les partis du groupe ID. « Certains devront discuter avec nous s'ils veulent par exemple faire barrage à Ursula von der Leyen », présidente de la Commission candidate à sa propre succession, a conjecturé Tino Chrupalla, l'autre co-chef de l'AfD.

Le parti, en deuxième position outre-Rhin aux européennes, espère faire à nouveau groupe commun à Strasbourg avec la formation de Marine Le Pen

Maximilian Krah, qui conserve son mandat d'eurodéputé malgré tout, a pris acte « sans amertume » de son limogeage en règle. Sans une once d'autocritique, le quadragénaire a revendiqué la paternité des bons scores de l'AfD chez les 16-24 ans grâce à son activité sur le réseau social Tiktok.

Curieusement, le parti d'extrême droite n'a pas sanctionné le numéro 2 de la liste. Petr Bystron fait lui aussi objet de graves accusations de corruption et a été mis sur la touche pendant la campagne. L'élu, visé par des poursuites judiciaires, est soupçonné d'avoir défendu des positions prorusses en échange de dizaines de milliers d'euros. Les investigations ont été déclenchées par un rapport des services secrets tchèques.

« Lors de la réunion de la délégation M. Bystron a décrit dans le détail comment il se défend juridiquement contre les accusations. Nous n'étions pas au courant de nombreux éléments », a expliqué René Aust, fraîchement désigné chef des eurodéputés AfD, pour qui Petr Bystron « a défendu de manière convaincante la nécessité de privilégier dans un premier temps la présomption d'innocence. »

Luc André (à Berlin)

Les ex-alliés de la Nupes de retour aux négociations

CE DEVAIT ÊTRE son moment, l'aboutissement d'une campagne consacrée à l'émergence d'un « nouvel espace pour une social-démocratie proeuropéenne ». Il est 21 heures dimanche et voilà déjà le dessein de Raphaël Glucksmann éclipsé par la dissolution éclair décrétée par le président de la République. Le blast, nous y sommes : le premier tour des législatives anticipées aura lieu le 30 juin. Que dire de ces élections législatives anticipées ? Faut-il renouer un accord électoral avec les autres formations de gauche, y compris avec les insoumis dont la tête de liste PS-Place publique a constamment dénoncé « les outrances et les calomnies » ?

« C'est le fond qui décide [...] Il me semble que Jean-Luc Mélenchon n'a pas été exactement sur la ligne politique que nous avons portée », s'avance Raphaël Glucksmann devant les caméras, avant même d'avoir pu se coordonner avec le chef du Parti socialiste, Olivier Faure. « Non mais là il faut le débrancher ! », s'affole un jeune collaborateur PS. « On voit qu'il n'a jamais mis le nez dans une commission nationale d'investiture. Qu'il prenne le Thalys et qu'il nous laisse faire », s'agace un autre permanent du parti.

Projections circonscription par circonscription, pacte de non-agression sur les 151 députés Nupes sortants, répartition des investitures sur les 426 sièges restants... Ces questions ont très vite commencé à tourner dans l'esprit des caciques socialistes. Le dépôt des candidatures ouvre dès jeudi. Chacun sait que la gauche ne peut se payer le luxe de la division, sous peine d'être emportée par l'extrême droite. « Les députés sortants, c'est un socle à sanctuariser », insiste la porte-parole du PS, Dieynaba Diop.

« Là, on est au pied du mur, reconnaît le secrétaire national du PS, Sébastien Vincini. Mais en même pas douze heures, à partir de la géographie des résultats, on va faire une projection ». Quelques instants plus tard, il file rejoindre un petit groupe de cadres socialistes réunis à huis clos.

Autour d'Olivier Faure présent en visioconférence, il y a Nora Mebarek et Pierre Jouvet, tous deux sur la liste des européennes, mais aussi le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol et l'édile de Nantes, Johanna Rolland. Raphaël Glucksmann, le héros déçu de la soirée, proteste : « La bande à Mélenchon, c'est non. » Les autres se chargent aussi sec de lui faire entendre raison. « Raphaël, il ne s'agit pas de faire 14% sur une proportionnelle. Là, il nous faut faire 50% + 1 pour avoir une chance d'être l'alternative à l'extrême droite. On aura besoin de LFI que cela te plaise ou non », défend l'un des participants.

Difficile pour Raphaël Glucksmann, régulièrement ciblée par LFI pour ses positions jugées peu claires sur Gaza, d'effacer l'ardoise. « Comment voulez-vous que des pro-Glucksmann aillent soutenir des gens comme Louis Boyard ? », se demande un militant Place publique. La seule évocation de la candidature du patriarche insoumis suffit à en crisper certains. « Il n'y aura ni sigle Nupes, ni campagne pour "Mélenchon, premier ministre" », jure une élue socialiste. « Pour le moment, on a la liste des emmerdements, pas des solutions », résume à sa manière Luc Broussy, l'une des pièces maîtresses de la garde rapprochée d'Olivier Faure.

Répartition. Dès ce lundi après-midi, les chefs à plume de gauche ont éprouvé le besoin de se retrouver au terme d'une campagne européenne aux airs de guerre de tranchées. Cette fois, la délégation insoumise conduite par Manuel Bompard et Mathilde Panot est venue discuter en terrain neutre, au siège des Verts, dans le Xe arrondissement de Paris. La Nupes à l'envers.

Avec des socialistes à 14%, des insoumis à près de 10%, des écologistes abîmés par un score de 5,5% et des communistes à 2,5%, quelle règle de répartition des circonscriptions faut-il suivre ? Au printemps 2022, il avait fallu treize jours et treize nuits pour accoucher, dans la douleur, d'un accord prévoyant 360 investitures pour LFI, contre seulement 100 pour les Verts, 70 pour le PS et 50 pour le PCF. Avec le score à deux chiffres de Glucksmann, les prétentions socialistes ne sont plus les mêmes qu'au sortir du fiasco présidentiel d'Anne Hidalgo (1,7%).

Voyant venir les manœuvres de rééquilibrage et autres « palabres sans fin », Jean-Luc Mélenchon a douché les ambitions retrouvées de ses ex-camarades socialistes dès dimanche soir. A 72 ans, il ne semble pas avoir tout à fait renoncé à Matignon : « Bien sûr que c'est un génocide à Gaza. Et si c'est nous qui gouvernons, on n'aura pas peur du mot. » Le message est clair : toute remise en cause de l'hégémonie insoumise sera interprétée comme un casus belli.

« On n'est pas là pour faire étalage de nos rancœurs, on est là pour les jeter à la rivière. Plutôt gagner ensemble que perdre divisés », a rappelé François Ruffin dans la matinale de France Inter. C'est lui qui, le premier, a ouvert la voie à un « Front populaire » permettant de fédérer tous les appareils de gauche et jusqu'aux organisations syndicales. Jouant enfin son rôle capitaine d'équipe, François Ruffin a forcé le collectif insoumis à se joindre aux conciliabules unitaires. Reste à dissiper un malentendu de taille : ce « Front populaire » n'est-il qu'une variante de l'Union populaire aux conditions de Jean-Luc Mélenchon, ou bien une nouvelle histoire ?

Antoine Oberdorff
@A_Oberdorff


SIPA PRESS

Le premier secrétaire du PS, **Olivier Faure** (à gauche), a appelé, ce lundi, à « la constitution d'un Front populaire contre l'extrême droite ».

La chasse aux députés Les Républicains est ouverte

L'ANNONCE de la dissolution de l'Assemblée nationale, dimanche soir, a sonné l'ouverture de la chasse aux députés Les Républicains. Le Rassemblement national comme le camp macroniste ont aussitôt ouvert grand leurs bras aux élus LR, invités à venir en renfort d'une future majorité... sous peine d'être balayés lors des législatives des 30 juin et 7 juillet prochains. Des œillades d'autant plus tentantes pour les intéressés que la droite n'aborde pas ce scrutin-surprise en position de force, loin s'en faut. Non seulement le parti a eu la confirmation dimanche soir avec le résultat des européennes (7,24% pour la liste de François-Xavier Bellamy) qu'il était encore à la peine dans les urnes, mais il doit désormais affronter un Rassemblement national dominateur.

« Nous avons vocation à rassembler tous les Français. Vous pouvez venir de la gauche, de LR, de la société civile, ne pas avoir d'engagement et vous reconnaître dans ce que nous proposons (...) vous êtes les bienvenus », a assuré lundi sur BFMTV Sébastien Chenu, vice-président du RN, avocat d'une « majorité qui soit la plus large et la moins sectaire possible ». Si rapprochement il y a avec des élus LR, ce sera toutefois sur une base individuelle, a-t-il précisé, excluant tout « accord d'appareil ».

Dès dimanche soir, Stéphane Séjourné, secrétaire général de Renaissance, a également promis l'investiture aux députés sortants « faisant partie du champ républicain », mais à la condition qu'ils souhaitent « s'investir dans un projet clair » autour de la majorité présidentielle. Le camp présidentiel espère ainsi imposer au forceps à la droite une alliance qu'elle a toujours refusée jusque-là.

Ni-ni. Pour Eric Ciotti, il n'en est pas question. Le président des Républicains a fermement exclu toute « alliance » ou « coalition avec ce pouvoir qui a tant abîmé la France ». Lors de la réunion des députés LR, organisée en visioconférence lundi matin, « il y avait une volonté assez claire de tout le groupe que la ligne soit très claire et que ce soit une ligne d'indépendance », affirme Raphaël Schellenberger, élu du Haut-Rhin. Selon un conseiller LR, cette ligne « d'autonomie jusqu'au premier tour », ou « ni-ni » (ni Macron, ni RN) a été actée en fin d'après-midi lors d'une réunion des quatre principaux dirigeants LR : Eric Ciotti, le président du Sénat, Gérard Larcher, et les deux présidents de groupe, Olivier Marleix et Bruno Retailleau.

Reste à savoir si les consignes de ce quatuor seront suivies par les députés, encore sous le choc de leur dissolution. « Ils ont tous pris un gros coup sur la tête », souligne un conseiller LR. Et pour la plupart, ils sont déjà partis en campagne dans leur circonscription. Entre la nécessité de désigner un administrateur financier, d'imprimer tracts et affiches ou de mettre leur équipe en ordre de bataille, ils sont en effet lancés dans un sprint jusqu'à la date limite pour le dépôt des candidatures, dimanche. Dans une campagne réduite à 21 jours, il n'y a pas une minute à perdre. « J'imprime mes affiches cet après-midi et je commence à les coller ce soir », explique ainsi Raphaël Schellenberger.

Laurent Wauquiez, lui, a tout de même pris lundi le temps de la réflexion, avant de décider de se lancer, ou pas, dans la bataille législative en Haute-Loire. Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, candidat putatif de son camp en 2027, « consulte » et devrait prendre sa décision « dans les 24 heures » selon son entourage.

Survie. Déjà convaincus pour beaucoup de ne devoir qu'à eux-mêmes leur élection en 2022 après la débâcle de leur parti à la présidentielle, les 61 élus LR sortants risquent de faire peu de cas de la ligne édictée par leur direction nationale. « C'est une question de survie personnelle, maintenant, souligne un conseiller LR. Les candidats implantés n'en auront rien à faire des consignes de LR. Certains iront dealer avec le RN, d'autres avec les macronistes, prédit-il. Ça va être la jungle ».

De fait, le petit monde de LR bruissait déjà de rumeurs sur des députés négociant en coulisse leur survie politique. Selon plusieurs sources, des négociations seraient par ailleurs déjà en cours entre le RN et le président des jeunes LR, Guilhem Carayon, hier encore candidat sur la liste européenne de François-Xavier Bellamy, pour une investiture dans le Tarn. Sollicité à ce sujet par l'Opinion, l'intéressé n'a pas réagi.

Dès lors, cette campagne éclair risque fort de mettre au jour, et de creuser encore davantage, les fractures déjà béantes au sein de LR. Elles sont générationnelles, avec la jeune garde emmenée par le député du Lot Aurélien Pradié, qui a des envies de table rase à LR. Elles sont territoriales, parce que « vous n'avez pas besoin du même électorat quand vous êtes Eric Ciotti dans le Sud et quand vous êtes élu en Bretagne », selon un conseiller LR. Mais elles sont aussi idéologiques. Après avoir qualifié le résultat de François-Xavier Bellamy de « nouveau revers pour LR » dimanche soir, le maire de Cannes, David Lisnard, a ainsi assuré sur X que son mouvement, Nouvelle énergie, était « en mesure de présenter ses candidats sur le territoire national ». Sans préciser s'il entendait solliciter pour cela l'investiture de LR.

Christine Ollivier
@Chr_Ollivier


SIPA PRESS

Le président de LR, **Eric Ciotti**, refuse toute alliance que ce soit avec la majorité présidentielle.

La dissolution chamboule les plans des présidentiables

ILS EN ÉTAIENT À L'ÉCHAUFFEMENT, à se jauger avant d'attaquer un 110 mètres haies ; dimanche soir, ils sont entrés dans une course plus longue et rythmée de plus d'obstacles qu'ils ne le pensaient. Les figures de la majorité voient leur plan pour la prochaine élection présidentielle chamboulé par la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale.

Yaël Braun-Pivet paie la plus lourde note dans l'immédiat. La présidente de l'Assemblée est contrainte de redescendre de son Perchoir pour mener campagne dans les Yvelines sans aucune garantie de retrouver ensuite sa fonction. A deux semaines des élections européennes, sa sortie sur la nécessité d'apporter une réponse aux résultats du 9 juin, autre que la dissolution, avait été mal reçue à l'Elysée. Ce lundi matin, sur France 2, elle s'est montrée critique sur la capacité du macronisme à réussir le dépassement politique promis en 2017. La présidence de l'Assemblée nationale avait jusqu'ici garanti à Yaël Braun-Pivet, une visibilité médiatique et une présence dans les réunions autour du chef de l'Etat.

Tous les ambitieux de la majorité ne sont pas soumis à ce schéma « victoire ou défaite ». Pour Edouard Philippe et Bruno Le Maire, la question à trancher, est d'abord de savoir s'ils doivent se présenter aux législatives. Le premier n'est plus député depuis 2017, le second depuis 2022.

Devoir. Les deux sont soumis à forte pression. « Edouard Philippe est président d'Horizons. Il a un devoir envers ses troupes. Il ne participe pas au premier débarquement en 2022, et là, au second, il n'irait pas ? », fait mine de s'interroger un conseiller ministériel. Dimanche soir, un bureau politique d'Horizons a permis à Edouard Philippe de sonder et souder ses élus. Lundi soir, il était convié à l'Elysée par Emmanuel Macron. Mardi matin, il s'exprimera sur RTL.

Sur cette même antenne, lundi matin, Bruno Le Maire a listé les raisons de ne pas être candidat aux législatives sans pour autant dévoiler son choix. Quelques heures plus tard, son entourage n'était pas plus clair. Il rappelait que Bruno Le Maire s'était engagé à ne pas effectuer plus de trois mandats à l'Assemblée nationale et qu'il serait plus utile dans les médias ou sur le terrain, en soutien des candidats de la majorité présidentielle. Le ministre de l'Economie a malgré tout « besoin de temps pour regarder précisément la situation de son ancienne circonscription ».

« Gérald Darmanin est un animal politique. Il n'est heureux qu'en campagne », vante un soutien

En miroir de ce questionnement, Gérald Darmanin n'a pas hésité quant à lui. « C'est un animal politique. Il n'est heureux qu'en campagne », vante un soutien. Tout ancien maire de Tourcoing qu'il est, sa circonscription reste toutefois délicate à aborder. Dimanche, Jordan Bardella y a récolté 38% des suffrages.

Le combat qui attend Elisabeth Borne n'est pas plus facile. Avant qu'Emmanuel Macron ne décide de dissoudre, les ambitions de l'ancienne Première ministre alimentaient beaucoup de discussions, entre la prise du parti Renaissance, la structuration d'un réseau d'élus locaux et l'investissement au sein de l'aile gauche de la majorité. Elisabeth Borne se retrouve aujourd'hui à rejouer un match qu'elle avait gagné avec peu de marge il y a deux ans (52,46% contre la Nupes).

Dans les Hauts-de-Seine, Gabriel Attal dispose de son côté d'une avance plus confortable. Elu en 2017 et en 2022 avec vingt points d'écart à chaque fois, l'actuel Premier ministre a l'occasion d'être élu pour la troisième fois député à 35 ans. Un départ de Matignon le 7 juillet résoudrait la question de l'impossible passage de Matignon à l'Elysée.

Matthieu Deprieck
@mdeprieck

Déficit, dette… Les finances publiques de la France face à un « moment churchillien »

ALORS QU'EMMANUEL MACRON a plongé le pays dans l'inconnu en convoquant de nouvelles élections législatives, la nouvelle majorité qui sortira des urnes début juillet va très vite devoir s'atteler au budget 2025. Au vu de la situation budgétaire de la France, l'enjeu sera considérable. En l'absence de mesures de redressement budgétaire, la dette hexagonale pourrait s'envoler à cause d'un déficit de 5,5% du PIB. Avec plus de 20 milliards d'économies en 2025, en plus des 10 milliards qui devaient être trouvés cette année, et ne le seront probablement pas, le gouvernement sortant prévoyait à peine de parvenir à stabiliser l'endettement. La dette publique devait augmenter de 110,6% du PIB en 2023 à 112,3% en 2024, puis 113,1% en 2025, avant de redescendre à 112,9% en 2026.

« A force d'avoir crié au loup trop souvent, d'avoir surjoué depuis deux décennies la thématique de la faillite de l'Etat, le discours de l'insoutenabilité de la dette publique n'est plus audible », constate Olivier Passet. Mais pour l'économiste du cabinet d'analyses économiques Xerfi, « les messages d'alerte ne doivent pas être pris à la légère cette fois-ci ». « Quand le taux d'intérêt est égal à la croissance nominale, le déficit hors charge d'intérêt qui stabilise la dette est de 0% », rappelle-t-il dans une vidéo. Or, on se rapproche de cette situation et le déficit primaire (hors charge de la dette), loin d'être à zéro, devrait encore atteindre 3,2% en 2024 et 1,9% en 2025 selon les dernières projections du gouvernement. Cela donne une idée de l'ampleur de l'effort nécessaire pour arriver à zéro.

Pour Xavier Ragot, le directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), la dissolution tombe donc au plus mauvais moment. « La France est dans un moment churchillien du point de vue des finances publiques », alerte cet économiste, peu soupçonnable d'être favorable à l'austérité. Selon lui, le danger n'est pas tant celui d'une faillite que celui d'une « asphyxie financière sous le poids des intérêts de la dette ». « Le risque avec ces nouvelles élections, analyse-t-il, c'est celui d'une paralysie politique qui, comme en Italie, empêcherait de faire les efforts nécessaires pour stabiliser la dette, que ce soit par une baisse des dépenses ou une augmentation des impôts ». Le poids des intérêts de la dette continuerait alors à augmenter, au point que toute hausse d'impôt future servirait uniquement à acquitter la hausse de la charge de la dette et non à financer les politiques que les Français appellent de leurs vœux.

Gouffre. Le scénario d'une majorité claire pour le Rassemblement national serait-il plus favorable ? En 2022, le parti de Marine Le Pen a fait campagne sur un programme très dépensier, qui, loin de faire baisser le déficit public, contribuerait à le creuser encore.

Le RN a notamment promis une baisse coûteuse de l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans mais surtout une diminution de la TVA sur les carburants, l'électricité, le gaz et le fioul domestique de 20% à 5,5%. Une dernière promesse qui coûterait, à elle seule, 10,3 milliards d'euros, selon l'Institut Montaigne.


SIPA PRESS

En 2022, le RN de **Marine Le Pen** a fait campagne sur un programme très dépensier, qui, loin de faire baisser le déficit public, contribuerait à le creuser encore.

Autre engagement phare : exonérer de cotisations patronales les hausses de 10% des salaires inférieurs à trois Smic. En période de rattrapage des salaires par rapport à l'inflation, ce pourrait être un gouffre supplémentaire pour les finances publiques. La facture avait été estimée à 10,5 milliards d'euros par l'Institut Montaigne en 2022. A cela, il faudrait aussi ajouter le retour du départ à la retraite à 60 ans pour les personnes qui ont commencé à travailler tôt…

En face, les sources de recettes supplémentaires ou de moindre dépense du RN sont très incertaines. Jordan Bardella a promis de négocier un rabais sur la contribution de la France à l'Union européenne qui se monte à 21,6 milliards en 2024. Même en admettant qu'il réussisse, cela ne rapportait pas énormément. L'institut Ifrap évaluait la somme récupérable à 3 milliards sur la base de ce qu'ont obtenu d'autres pays.

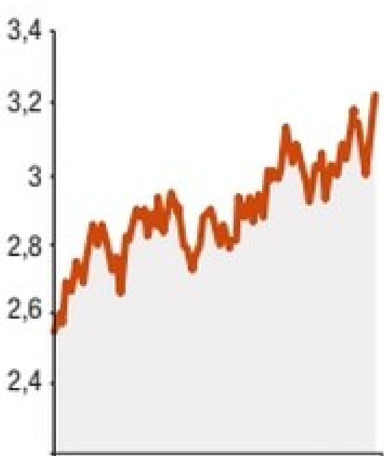
Au total, l'application stricte du programme du RN de 2022 coûterait 106 milliards d'euros nets, selon les calculs de l'Institut Montaigne. « Si le RN arrivait au pouvoir et faisait ce qu'il a promis, on pourrait se retrouver avec un scénario à la Liss Truss », l'ex-Première ministre britannique obligée de démissionner sous pression des marchés financiers, alerte un économiste éminent qui ne peut pas apparaître du fait de ses fonctions.

L'alternative à un creusement accéléré du déficit en cas de victoire du RN serait de renier ses promesses, au prétexte qu'il ne pourra pas vraiment agir les mains libres avant d'avoir conquis l'Elysée. Au risque de décevoir ses électeurs et nourrir un peu plus la colère populaire.

Marc Vignaud
@mvignaud

Coup de chaud

Taux des OAT à 10 ans



SOURCE : TRADING ECONOMICS

Les marchés inquiets

Les marchés européens d'actions et d'obligations ont tous baissé lundi sous le choc des élections. Mais en France plus qu'ailleurs. La dissolution rend très incertaines l'orientation de la politique et des finances publiques françaises. Les investisseurs se sont délestés, ce qui a fait grimper le taux des emprunts d'Etat à 10 ans à plus de 3,2% (3,12% vendredi). L'écart avec l'Allemagne s'est creusé, passant de moins de 50 points à 56 points. Le CAC 40 perdait 2% dans l'après-midi (contre 0,8% seulement pour le Dax).

Les agriculteurs menacent de reprendre la rue

DEPUIS DES MOIS, des dizaines de milliers d'agriculteurs attendent des paiements de la Politique agricole commune (PAC) auxquels ils ont droit, mais qui ne viennent pas. Il s'agit des aides pour l'agriculture bio et pour les mesures environnementales et climatiques (dites MAEC, qui doivent accompagner les fermes engagées dans la préservation de la qualité de l'eau, de la biodiversité, des sols…). L'enveloppe totale pèse environ 250 millions d'euros, mais seulement une partie a effectivement été payée. Des dizaines de millions, peut-être une centaine, restent en suspens, ce qui plonge nombre d'exploitations, notamment bio, dans la détresse financière.

Après avoir alerté pendant des mois, notamment dans le dur de la crise agricole, la FNSEA et les Jeunes agriculteurs ont lancé, le 7 juin, un « ultimatum » au gouvernement. Ces aides dues doivent être payées d'ici au 15 juin – c'est-à-dire d'ici à cinq jours. « Il y va de la crédibilité de la parole publique », rappelle la FNSEA.

Sans cela, les agriculteurs redescendront dans la rue, ou lanceront de nouvelles actions dès le 17 juin. Voilà qui percute l'actualité politique. Le vendredi 7 juin, quand l'ultimatum a été lancé, on était encore dans un rapport de force classique entre le monde agricole et le gouvernement. Avec la dissolution et la campagne électorale qui a commencé, le coup de pression se transforme en risque de surinfection du chaos politique – même si ce n'était pas l'effet recherché.

Logiciels. « Nous avons été patients, explique Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, car il s'agit de la mise en place de nouvelles dispositions. Mais tout de même : les déclarations PAC ont été faites en… mai 2023, il y a treize mois. D'ordinaire, la France paie ce type d'aide avant la fin de l'année calendaire. On pressentait du retard, le temps de la mise en place, mais le Premier ministre Gabriel Attal s'était engagé publiquement à ce que tout soit réglé au 15 mars. Cela n'a pas été le cas. Ensuite, le ministère de l'Agriculture nous a parlé du 15 juin, avant de faire machine arrière et de dire que tout ne serait pas réglé avant le 14 juillet. Mais avec la période politique compliquée qui s'annonce, les congés… Cela peut traîner encore des mois, et il n'en est pas question ! »

« Tout le monde se renvoie la balle, entre l'Etat et les services déconcentrés. C'est toujours la faute de quelqu'un d'autre »

L'origine du problème provient des logiciels utilisés pour faire remonter au ministère de l'Agriculture puis à l'Agence des paiements de l'Etat les informations fournies par les agriculteurs aux services départementaux. Isis et Osiris (ce sont leur nom) sont truffés de bugs. On perd des informations entre deux saisies. Il faut traiter les dossiers en plusieurs fois. Les feux verts pour les paiements ne sont pas donnés. Les fonctionnaires dénoncent les instructions trop complexes. « Exemple parfait de l'incapacité du gouvernement à répondre à une crise que nous pointons depuis des mois. Rien ne bouge. Tout le monde se renvoie la balle, entre les services de l'Etat et les services déconcentrés. C'est toujours la faute de quelqu'un d'autre », tonne Arnaud Rousseau.

L'affaire paraît indémêlable à court terme. Les services du ministère de l'Agriculture – qui n'ont pas répondu à nos sollicitations – ont mené une enquête interne au début juin, auprès des services de 73 départements qui doivent traiter 66 000 dossiers. Les résultats, que l'Opinion a pu consulter, sont alarmants. Pour les aides bio, l'administration estime qu'à fin juin, entre 25% et 40% des paiements ne seront pas effectués. Pour les mesures environnementales MAEC, 30% à 50% des fermes qui ont consenti des investissements pour tenir les engagements de la PAC attendront encore l'argent qui leur est dû depuis maintenant plus de six mois. Même si la FNSEA ne veut pas « politiser » l'affaire, d'autres ne s'en priveront pas.

Emmanuelle Ducros
@emma_ducros

A Bruxelles, la circonspection règne après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée

SUR LA SCÈNE EUROPÉENNE aussi, l'annonce d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale s'est imposée comme le sujet d'intérêt phare, devant l'analyse des résultats du scrutin de dimanche – notamment car ce dernier a confirmé la place des trois grands partis du centre : la droite, les socialistes et les libéraux. La décision du président français a créé un choc dans les autres Etats membres. Mélanie Vogel, sénatrice EELV des Français de l'étranger, était dans les couloirs du Parlement européen dimanche soir. Ses collègues étrangers lui ont tous posé la même question : « pourquoi ? ». « Ils sont dans une forme de sidération, ils ne comprennent pas », confie-t-elle.

Même écho auprès de plusieurs diplomates européens, tous surpris par l'annonce du président français, comme la manière dont elle a été faite, avant même les résultats définitifs de l'élection. « Emmanuel Macron joue à la roulette russe avec la France, mais aussi avec l'Europe. Il y a tellement de conséquences… », songe un émissaire bruxellois, qui s'enquérait lundi auprès de ses collègues français des nombreuses implications. « Emmanuel Macron a fait une "Pedro Sanchez" », glisse une source au Parlement européen, en référence aux récents coups de théâtre du Premier ministre espagnol. En juillet 2023 suite à des élections régionales désastreuses pour son camp, il avait convoqué des élections législatives, à la surprise générale. Alors qu'on le donnait sortant, il a réussi à rester en place en négociant avec les indépendantistes. Le mois dernier, il a fait planer sa démission pour mettre fin à une polémique sur sa femme.

Si certains Européens saluent le risque et la responsabilité pris par Emmanuel Macron, d'autres le critiquent vertement. « C'est un acte de la plus haute irresponsabilité de la part de quelqu'un qui se prétend leader européen », tacle Philippe Lamberts, coprésident des Verts européens. « Nos partenaires doivent prendre conscience de la gravité de la situation, renchérit Mélanie Vogel. Emmanuel Macron construit les conditions pouvant mener à l'Allemagne de 1933. On a déjà l'extrême droite en Hongrie, aux Pays-Bas, en Finlande, en Suède, en Croatie, en Italie, en deuxième position en Allemagne… Si la France bascule dans trois semaines, on peut voir le retour du fascisme en Europe. Les conséquences sont majeures sur le soutien à l'Ukraine, la défense des droits fondamentaux, toutes les politiques sectorielles. Le deuxième pays de l'UE aura comme chef de gouvernement quelqu'un qui veut la détruire de l'intérieur. »

« Emmanuel Macron joue à la roulette russe avec la France, mais aussi avec l'Europe. Il y a tellement de conséquences… »

« Pagaille ». A court terme, la première inquiétude des Européens porte toutefois sur le calendrier des nominations aux postes clés des institutions européennes. Les chefs d'Etat et de gouvernement doivent en effet se mettre d'accord sur la prochaine présidence de la Commission européenne lors d'un sommet les 27 et 28 juin à Bruxelles, soit deux jours avant les législatives françaises. « Beaucoup de personnes vont râler si Emmanuel Macron joue la montre », souligne une source au PPE, qui espère que la candidature d'Ursula von der Leyen sera validée au plus vite. Et d'ajouter : « Il ne faut pas arrêter l'Europe parce que Macron a été battu en France. Le seul qui puisse mettre la pagaille, c'est lui ». « Les top jobs sont une prérogative des chefs d'Etat et de gouvernement, Macron même affaibli reste chef de l'Etat français », se rassure un diplomate, qui espère lui aussi aller vite.

C'est à moyen terme que les émissaires bruxellois s'inquiètent davantage de l'éventualité d'une accession de l'extrême droite au pouvoir en France. Certains se refusent à faire des conjectures, d'autres se rappellent les qualités de la présidentialisation et du scrutin majoritaire à deux tours. Un argument que fait d'ailleurs valoir le gouvernement français pour rassurer ses partenaires, habitués au régime parlementaire, dans lequel une extrême droite à 30% aux Européennes peut se traduire par le même score aux législatives et la démission du représentant à la table des Vingt-Sept. En outre, contrairement à la cohabitation entre Jacques Chirac et Lionel Jospin, il n'y a plus deux sièges français au Conseil européen. Mais il est certain qu'en cas de cohabitation dure avec le RN, il y aurait de nombreux arrangements à définir sur les affaires européennes, qui ont des impacts en politique intérieure et supposent une coordination du gouvernement.

Par ailleurs, les législatives françaises joueront dans la recomposition de l'extrême droite européenne, en fonction des alliances ou non entre le RN, Reconquête et les LR.

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)
@JadeGrandin

Libertés

Extrême droite : ne pas répéter, ne pas sous-estimer, mais comprendre et combattre

La chronique de Monique Canto-Sperber



Au moment où elle fut annoncée, la dissolution de l'Assemblée nationale sonnait dans la bouche du président de la République comme une punition et une solution. Une solution car la possibilité du remords était ainsi donnée au « peuple », qui pourrait réorienter son vote vers la majorité présidentielle qui depuis 2017 se fait élire comme le seul et unique rempart contre l'extrême droite. Mais aussi une punition : le peuple français a mal voté dans une élection qu'il croyait être sans conséquence, voilà qu'on lui propose de refaire le jeu, mais cette fois à domicile, et de façon qu'il en comprenne les conséquences.

Un sondage réalisé par l'Ifop en décembre 2023 prévoyait qu'en cas d'élections législatives, dans l'hypothèse d'une gauche désunie, un gros tiers des électeurs voterait pour l'extrême droite, environ 18% pour les partis de la majorité et autour de 10% pour les Républicains et La France insoumise, moins encore pour le PS. C'était il y a six mois, et les tendances n'ont fait que s'accentuer depuis. Le pronostic pour le 7 juillet est donc soit une Assemblée RN, soit une Assemblée incontrôlable.

La dynamique d'un vote pour les législatives avec un scrutin majoritaire à deux tours est différente de celle d'une élection sur liste à un seul tour. On a constaté que les partis traditionnels y ont une prime, tandis que le RN et Renaissance souffrent d'un manque d'implantation, voilà qui devrait amoindrir la victoire annoncée du RN. Mais d'un autre côté, le RN a le vent en poupe, et comme le succès d'En Marche aux élections législatives de 2017 a montré que les candidats d'un parti qui vient de remporter une victoire spectaculaire attirent les votes, on peut redouter que le 30 juin 2024, face aux électeurs, les candidats Renaissance et même ceux des autres partis ne soient vus comme des losers.

« Comme les autres partis ont été délibérément siphonnés, le risque était grand que le RN finisse par l'emporter. C'est ainsi qu'on fait advenir ce que l'on veut empêcher »

Dans cette situation inquiétante, qu'une décision humaine a délibérément créée, et où les chances d'une issue favorable sont très minces, voici trois mises en garde.

Complot. D'abord, ne pas rejouer la grande scène du parti providentiel qui nous protégera du RN. Pendant plus de sept ans, la stratégie politique d'En Marche s'est réduite à la confrontation directe entre le RN et le parti présidentiel. Or le vote RN s'est renforcé à mesure que le camp macroniste le désignait comme la seule opposition à combattre, ce qui pour les électeurs signifiait : le seul parti pour lequel voter si l'on n'est pas d'accord. A mesure que le mécontentement montait, le RN seul montait avec lui. L'alternance est nécessaire en démocratie, elle se produit nécessairement un jour ou l'autre. Comme les autres partis ont été délibérément siphonnés, le risque était grand que le RN finisse par l'emporter. C'est ainsi qu'on fait advenir ce que l'on veut empêcher.

Par ailleurs, ne pas sous-estimer le RN comme étant antidémocratique, privé de pensée, chauffé par les passions les plus négatives et tenté de construire son succès électoral sur le mensonge et le complot. Le RN est un parti populiste qui se nourrit de la fiction d'une légitimité issue du peuple et liée à la rencontre avec un leader providentiel. Il développe un discours anti-institutionnel, les rapports de force politiques devant prévaloir sur les normes juridiques. Il est aussi méfiant à l'égard de l'autonomie de la société (celle des pouvoirs locaux, des entreprises, des associations et ONG).

C'est enfin un parti fasciné par la puissance, qui ne croit guère aux accords et alliances internationales, et en quête de l'événement qui le portera au pouvoir, ce que notre président de la République vient de lui offrir. Il défend l'homogénéité culturelle, d'où sa méfiance à l'égard de l'immigration et surtout de l'islam, et veut se présenter comme la réponse politique la plus efficace à un monde instable qui a besoin d'autorité et de décisions politiques que la caution du peuple et la désignation des ennemis de l'intérieur doivent suffire à légitimer.

Surtout, la faveur dont bénéficie le RN est là pour durer car elle s'appuie sur des groupes sociaux bien identifiés : jeunes non diplômés, modestes travailleurs du privé, habitants des territoires ruraux ou de la périphérie des grandes villes. En général peu éduqués, peu mobiles, dépassés par les évolutions technologiques, délaissés par l'action publique, ces groupes ont fait l'expérience de la paupérisation et de la disqualification sociale. Ils tiennent d'autant plus à leur culture et à leur mode de vie qu'ils se sentent menacés par l'immigration et un progressisme dogmatique sans rapport avec leurs conditions d'existence. Il faut en tenir compte et attaquer le RN sur ses principes, ses mesures et sa pratique mais ne pas en faire un épouvantail.

« Ils restent deux semaines aux partis politiques français, surtout LR et le PS, pour s'affirmer clairement comme libéraux et républicains »

Repoussoir. Enfin, ne jamais oublier que le RN a un ennemi numéro 1 : le libéralisme, en particulier le libéralisme politique. Comme tous les populismes, le RN se méfie des institutions et contrepouvoirs qui peuvent gêner, voire étouffer, la démocratie telle qu'il l'entend. Il s'oppose aussi au libéralisme économique, sauf lorsqu'il est asservi à ses intérêts ou à ceux de ses affidés, et se méfie de ses fondamentaux : la concurrence, mais aussi le refus de la corruption et des monopoles.

Pour le RN, l'Europe est un repoussoir par son normativisme et sa définition abstraite de l'Etat de droit qui ignorent les valeurs et cultures nationales. La fracture entre le peuple et les élites (il popolo/il palazzo) est constamment présente. Dans son fameux discours prononcé le 26 juillet à Baile Tusnad en Hongrie, Viktor Orban fut le premier à acter cette nouvelle donne politique : « Une démocratie n'est pas nécessairement libérale. Nous allons dire au revoir au système libéral non démocratique. »

Ils restent deux semaines aux partis politiques français, surtout Les Républicains et le Parti socialiste, pour s'affirmer clairement comme libéraux et républicains. Courir après les thématiques du RN est voué à l'échec, il leur faut au contraire revendiquer leurs différences, ancrées dans l'histoire et les valeurs : le respect des personnes, l'égalité devant la loi, la défense de la rationalité publique, l'autonomie sociale, la force des institutions, la lutte contre la corruption et les entraves à la concurrence, en laissant ouvertes les options que le libéralisme permet en matière de valeurs et de choix culturels.

Là est le principe d'une véritable opposition au RN : montrer par les faits, l'histoire, les pratiques, la manière de gouverner, combien le libéralisme républicain peut être une offre politique de combat. Il a façonné la démocratie et le constitutionnalisme français par la lutte contre les privilèges, l'attachement assumé aux normes communes et le souci de donner à chacun les moyens de son autonomie, en particulier grâce à l'éducation et le statut de citoyen libre. Voilà du contenu pour nourrir des politiques qui se distinguent du populisme et soit suffisamment soucieuse des libertés et de la particularité des conditions d'existence, y compris des plus modestes, pour être populaire.

Monique Canto-Sperber est universitaire, présidente du think tank GénérationLibre ; elle a publié plusieurs livres dont *Sauver la liberté d'expression* (2021).

Le Conseil d'orientation des retraites s'apprête à publier son rapport annuel. Nous avons pu le consulter

Retraites : le COR prévoit un déficit continu jusqu'en 2070

Toujours pas résolu

En 2023, les dépenses de retraite ont représenté **près du quart (23,6%)** de l'ensemble des dépenses publiques françaises.

Marc Vignaud

C'EST LE PREMIER RAPPORT du Conseil d'orientation des retraites (COR) sous la présidence de l'économiste Gilbert Cette. Publié chaque année, ce pavé qui projette la situation financière du système français sur les décennies à venir a le mérite d'une plus grande clarté. Contrairement aux éditions précédentes, un seul scénario économique a été mis en avant dans sa synthèse. Un changement réclamé par le nouveau président du COR. Soupçonné par certains d'avoir été nommé par le gouvernement pour orienter le diagnostic de référence sur les retraites dans le sens voulu, l'expert défend ce changement bec et ongles. « La coexistence de plusieurs scénarios économiques mis sur le même plan a pu rendre difficile la construction du diagnostic partagé qui est en principe attendu du Conseil », peut-on lire dans le rapport. Et de rappeler que le COR n'avait présenté qu'un seul scénario économique à sa création en 2001, ainsi qu'en 2006 et 2007.

Celui retenu dans cette édition 2024 prévoit une d'augmentation annuelle de la productivité de 1%. Celle-ci commande en effet la hausse des cotisations et donc des ressources affectées aux retraites. Excédentaire à hauteur de 1% du PIB en 2023, puis déficitaire pour 0,2% du PIB en 2024 sous l'effet de la forte revalorisation des retraites de base de 5,3% et des complémentaires du privé (+4,9%), le système resterait déficitaire jusqu'à la fin de la période de projection, en 2070. A cette échéance, le trou entre les recettes et les dépenses de pensions atteindrait 0,8 point de PIB. Et ce malgré la réforme des retraites de 2023…

Même dans le cas du scénario de croissance le plus optimiste de 1,3%, les retraites resteraient constamment déficitaires. Encore présent l'année dernière, le scénario de croissance de 1,6%, trop optimiste, a été abandonné. En revanche, un nouveau scénario noir, à 0,4%, a été ajouté.

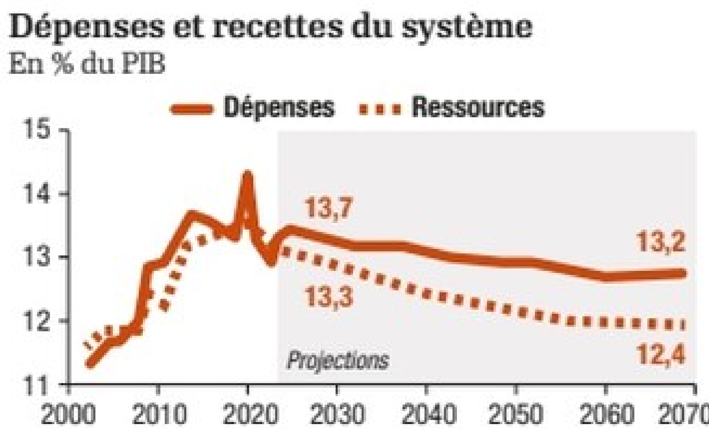
Selon le scenario retenu cette année par le COR, les dépenses du système de retraites, soit 380 milliards d'euros, seraient quasiment stables en proportion du PIB, passant de 13,4% du PIB en 2023 à 13,2% en 2070. « Un niveau élevé en comparaison internationale », souligne le COR. Mais, dans le même temps, les recettes attribuées aux retraites diminueraient, passant de 13,6% du PIB en 2023 à 12,4% en 2070. C'est ce qui explique le creusement du déficit.

Niveau de vie. Si les dépenses augmentent en proportion du PIB à cause du vieillissement de la population française, cette tendance est contrebalancée par les effets des réformes successives qui font augmenter l'âge moyen de fin de carrière des Français. Par ailleurs, l'indexation des retraites sur l'inflation va progressivement faire diminuer le niveau des pensions par rapport aux revenus des actifs. Si tout va bien, ces derniers devraient, en effet, croître plus vite que les prix. Rapporté à celui de l'ensemble de la population, le niveau de vie des retraités passerait donc de 98,7% en 2021 à 83% en 2070.

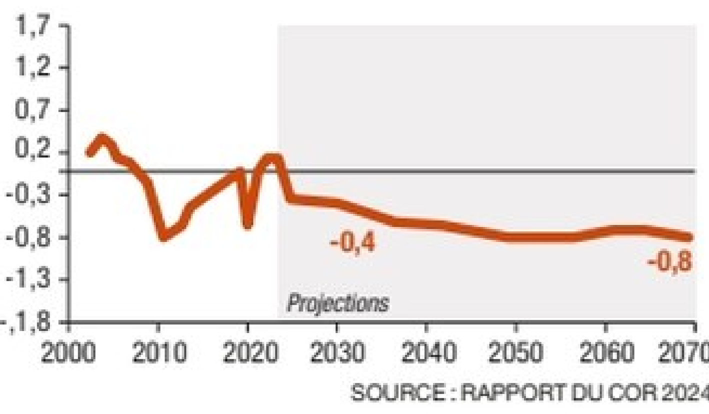
Un déficit continu du système jusqu'en 2070

Scénario d'augmentation de la productivité de 1%

Dépenses et recettes du système
En % du PIB



Déficit des retraites
En % du PIB



SOURCE : RAPPORT DU COR 2024

Reste à savoir pourquoi les recettes du système de retraites vont diminuer, un argument mis en avant par les syndicats pour réclamer de nouveaux financements. Cette évolution s'explique par le régime de la fonction publique de l'Etat et les régimes spéciaux. Ces régimes sont en effet maintenus à l'équilibre financier par principe, comme l'exige la loi. Autrement dit, les ressources injectées sont ajustées au niveau des dépenses. Or ces régimes auront moins besoin d'argent pour être à l'équilibre à l'avenir. « La part des contributions et subventions d'équilibre serait diminuée d'un peu moins de la moitié à l'horizon 2070 », passant de 1,9% du PIB à 1%, constate le COR. Quant aux traitements de la fonction publique territoriale, ils augmentent moins vite qu'auparavant tandis que le nombre de contractuels augmente.

Au final, les nouvelles projections financières du COR diffèrent assez peu des résultats de l'année dernière. Le solde des retraites se trouve toutefois un peu dégradé, à cause de la révision à la baisse des hypothèses de croissance économiques à court terme du gouvernement, jusqu'en 2027, sur lesquelles le Conseil d'orientation s'appuie.

Réaliste. Au passage, le COR nuance l'idée défendue par François Bayrou selon laquelle le déficit des retraites serait encore plus élevé si l'Etat n'était pas obligé de cotiser de façon anormalement élevée (en moyenne à 85,4% contre 27,9% dans le privé) pour équilibrer, par principe, les retraites de ses fonctionnaires. « Il convient de souligner que le taux implicite de 85,4% appliqué aux fonctionnaires de l'Etat permettant de garantir l'équilibre de leur régime de retraite est lié à une maîtrise stricte des embauches et des coûts salariaux dans la fonction publique de l'Etat : ce qui est parfois présenté comme une indigence résulte en fait d'une gestion très exigeante de la masse salariale publique », peut-on lire dans le rapport.

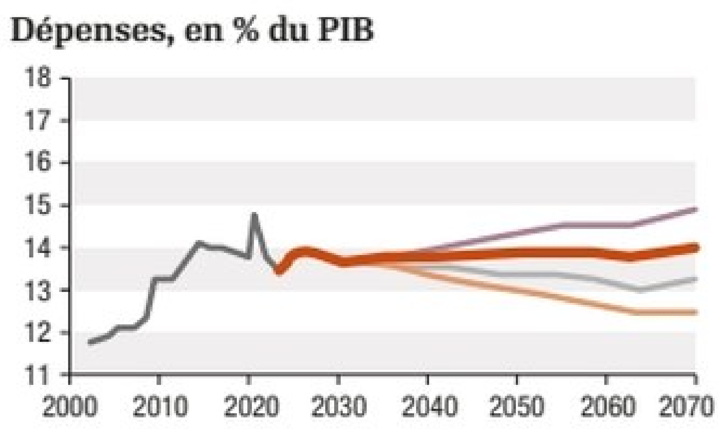
Pour faire ses projections, le Conseil d'orientation des retraites utilise les hypothèses centrales de l'Insee en matière démographique ou d'immigration. L'Insee retient un taux de fécondité d'1,8 enfant par femme alors qu'il est récemment tombé à 1,6. Le taux de chômage est fixé à 5% à partir de 2030. Des hypothèses qui pourraient passer pour optimistes. Tout comme le scénario économique de croissance de la productivité de 1%. L'an prochain, le COR va mettre en avant une alternative plus noire et réaliste comme hypothèse centrale dans son rapport. L'augmentation de la productivité retenue ne sera plus de 1% par an mais de 0,7% par an. « Ce taux est équivalent à ce qui a été observé de 2005 à 2019, avant la crise sanitaire (…). Il est nettement supérieur à ce qui est observé sur la période 2005-2022 (0,4%) », était-il justifié dans les documents préparatoires au rapport 2024. Avec cette hypothèse, le solde du système de retraite serait encore plus déficitaire chaque année, jusqu'à atteindre près de 1,5% du PIB en 2070. Preuve qu'il faudra à nouveau réformer les retraites.

@mvignaud

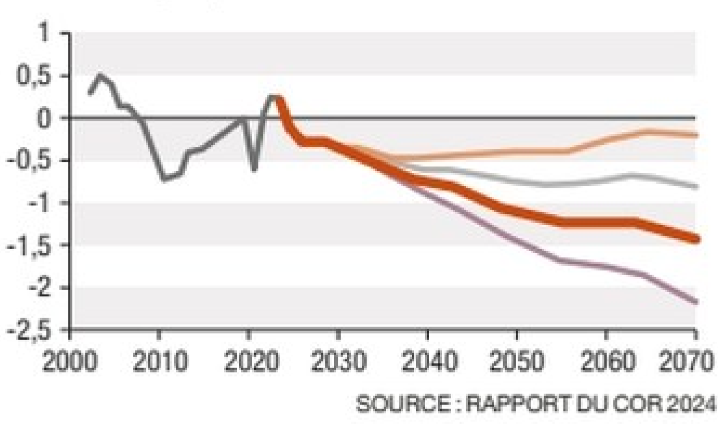
Des dépenses stabilisées à haut niveau

Scénarios d'augmentation de la productivité

Dépenses, en % du PIB



Un déficit quel que soit le scénario économique, en % du PIB



SOURCE : RAPPORT DU COR 2024

Jordan Bardella fait croire que la décision a été prise par Emmanuel Macron, alors qu'elle est largement technique

Hausse du prix du gaz : une bonne nouvelle… pour le RN

Loi du marché

Le gendarme de l'énergie, la CRE, a annoncé **une hausse de près de 12% du prix du gaz pour des millions de Français à compter du 1er juillet**. La faute notamment à une majoration des tarifs de distribution.

Irène Inchauspé et Muriel Motte

« JE VEUX ALERTER les Français les yeux dans les yeux : si Emmanuel Macron ne subit pas une très lourde défaite le 9 juin, ce qui attend les Français… c'est une augmentation des tarifs du gaz au 1er juillet », a martelé Jordan Bardella le 27 mai, lors d'un débat opposant les têtes de liste pour les élections européennes. Le président de la République a beau avoir subi un échec cuisant dimanche, cette hausse aura bien lieu le 1er juillet, entre les deux tours des élections législatives.

Et pour cause ! La majoration des factures des Français n'est pas une décision politique. La Commission de régulation de l'énergie (CRE) avait prévenu dès février qu'elle allait augmenter le coût d'acheminement du gaz, une mesure destinée à entretenir le réseau de distribution qui apporte cette énergie aux consommateurs.

Concrètement, le bond de 11,7% de son prix de vente à compter du mois prochain s'explique à hauteur de 55% par le nouveau tarif appliqué à ces réseaux, souligne la CRE. Le solde provient pour l'essentiel (37%) de la remontée des cours du gaz naturel sur les marchés de gros ces dernières semaines. Le réveil économique de la Chine pèse sur l'équilibre offre-demande, c'est la simple loi du marché.

Majoration. La majoration des tarifs est donc une décision assez largement technique. Les coûts du réseau pèsent pour près d'un tiers de la facture payée par les Français ; or il devient plus difficile de les répartir puisque la consommation de gaz (et le nombre d'abonnés) recule, a commenté à l'AFP la présidente de la CRE Emmanuelle Wargon.

Entre un climat plus clément et les efforts de sobriété des consommateurs depuis le début de la guerre en Ukraine, la demande a fondu ces derniers mois. Dans ce contexte, la hausse de la facture annuelle - 1184 euros TTC pour un consommateur moyen en juillet, contre 1060 en juin - et son implication sur le pouvoir d'achat des ménages, en fait un sujet éminemment politique.

Le RN sait bien qu'agiter le chiffon rouge des hausses de tarifs de l'énergie est une bonne méthode pour rallier les électeurs. « Le moyen le plus efficace de rendre du pouvoir d'achat aux Français est la paix fiscale. On baisse les taxes immédiatement à la pompe ou sur la facture d'énergie et on rend du pouvoir d'achat au peuple », répète Jordan Bardella.

Concrètement, il s'agirait de réduire le taux de la TVA de 20% à 5,5% sur l'ensemble de ce secteur, carburant, électricité, gaz et fioul. Pour financer ce manque à gagner, le président du RN propose une diminution de « la contribution française nette (surplus) versée à l'UE ». A combien s'élève-t-elle ? Un document consacré aux « relations financières avec l'Union européenne », annexé au projet de loi de finances (PLF) 2024, indique que la France a contribué en 2022 à hauteur de 26,4 milliards d'euros au budget de l'UE.

La même année, les retours au titre des principales politiques communes ont atteint 16,9 milliards d'euros. En 2022, la France a donc versé 9,5 milliards d'euros de plus que la somme perçue en retour. Selon les calculs de l'Institut Montaigne, la baisse de la TVA sur l'énergie coûterait 10 milliards d'euros par an. Si les ordres de grandeurs collent, la faisabilité de la proposition est contestable. On voit mal comme Jordan Bardella pourrait obtenir rapidement une baisse du prélèvement sur recettes opérées par Bruxelles.

Mais le pouvoir d'achat est, avec l'immigration, l'un des thèmes les plus porteurs du moment. A coup sûr, le 1er juillet, le RN se servira de la hausse du prix du gaz pour répéter aux électeurs qu'ils doivent lui donner une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Le seul moyen de ne pas voir s'envoler leurs factures…

Prolixe sur le sujet énergétique, Jordan Bardella évoque aussi « la sortie des règles du marché de l'électricité ». Son idée est de rétablir un prix français qui soit déterminé uniquement par les coûts de production d'EDF.



SIPA PRESS

L'augmentation à venir **du prix du gaz** s'explique principalement par la remontée des cours ces dernières semaines.

Ce serait une façon d'en finir avec le système actuel, basé en partie sur le coût marginal de la source de production la plus chère en Europe, qui est en général celui des… centrales à gaz.

« Il n'est absolument pas dit qu'un tarif indexé sur les coûts serait beaucoup plus avantageux qu'un tarif de marché dont il est attendu de nouvelles baisses », a récemment expliqué à l'Opinion Nicolas Goldberg, spécialiste de l'énergie. Pas de baguette magique là non plus pour caresser les Français dans le sens du poil…

@iinchauspe
@murielmotte

La démission de l'opposant et ancien Premier ministre Benny Gantz du cabinet de guerre présage une nouvelle crise politique majeure

Netanyahu face à la fronde des ex-chefs d'état-major

Sous pression

Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a entamé lundi au Caire une nouvelle tournée au Proche-Orient pour promouvoir un cessez-le-feu dans la bande de Gaza. Il a rencontré le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, avant de se rendre en Israël pour s'entretenir avec le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, plus affaibli que jamais après le départ de deux membres éminents du cabinet de guerre.

Pascal Airault

LE CABINET DE GUERRE n'aura pas tenu huit mois. Formé aux lendemains de l'attaque du Hamas contre Israël, ce conseil restreint transpartisan composé d'experts militaires et politiques a enregistré dimanche le départ de Benny Gantz, le chef du parti de l'Unité nationale, et le député de la même formation, Gadi Eisenkot. Ces deux personnalités politiques ont la particularité d'avoir chacun occupé le poste de chef d'état-major de Tsahal. L'un comme l'autre ont fustigé la conduite politique de la guerre. « Netanyahu nous empêche d'avancer vers une réelle victoire », a expliqué Benny Gantz pour justifier sa décision.

Gadi Eisenkot a adressé une lettre de démission au Premier ministre dans laquelle il ne mâche pas ses mots. « Malgré les efforts de nombreuses personnes, le cabinet que vous dirigiez a longtemps été empêché de prendre des décisions déterminantes, nécessaires pour atteindre les objectifs de guerre et améliorer la position stratégique d'Israël, écrit l'élu centriste.



SIPA PRESS

En tête dans les sondages pour les législatives, **Benny Gantz** (devant) veut mettre **Benjamin Netanyahu** devant ses responsabilités.

Des considérations extérieures et politiques se sont infiltrées dans les discussions. » Les deux anciens chefs d'état-major réclament l'organisation d'élections anticipées depuis des mois et pourraient souffler sur les braises de la contestation anti-Netanyahu. Benny Gantz a actuellement la faveur de l'opinion et est un Premier ministre putatif, nombre d'Israéliens reprochant à Netanyahu d'avoir joué avec le feu en s'accommodant de la présence du Hamas durant des années. En démissionnant, ils cherchent à mettre Bibi - le surnom du Premier ministre - devant ses responsabilités et l'accusent de ne pas préparer « le jour d'après » pour la gouvernance de l'enclave.

Ils risquaient à terme d'être victimes de l'impopularité de Benjamin Netanyahu et d'être tenus responsables eux aussi de l'aggravation des tensions et de l'impasse stratégique à Gaza. Un autre ancien chef d'état-major et ex-Premier ministre est particulièrement critique : Ehud Barak reproche au Premier ministre - qu'il appelle à la démission - de ne pas négocier la libération des otages et de prolonger la guerre à des fins personnelles. « Le roi Bibi est nu, confie David Khalfa, codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation Jean-Jaurès. Son espace politique se rétrécit. Il est plus que jamais l'otage de son alliance "faustienne" avec les extrémistes de sa coalition, les ministres Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich. Le compte à rebours pour la tenue des prochaines élections anticipées est lancé avec un candidat centriste libéral, Benny Gantz, qui fait la course en tête, sondage après sondage. »

Victoire illusoire. Benjamin Netanyahu a surtout perdu des cartes majeures dans son jeu. Très appréciés aux Etats-Unis, Benny Gantz et Gadi Eisenkot étaient des interlocuteurs privilégiés de la Maison Blanche, du département d'Etat et du Pentagone. Le Premier ministre peut encore compter sur le ministre de la Défense, Yoav Gallant, autre canal de discussion privilégié des Américains. Mais jusqu'à quand ? Nommé par Bibi, cet ancien général de Tsahal, un temps pressenti pour diriger l'état-major, a établi avec l'armée un plan de sécurisation de Gaza après la guerre. Pragmatique, cette personnalité politique de droite sait que la victoire totale sur le Hamas promise par Netanyahu est illusoire et suggère la mise en place d'un gouvernement civil palestinien pour gérer l'enclave et des renforts militaires de pays alliés arabes pour assurer la sécurité. Ne faisant pas confiance à Netanyahu prêt selon lui à toutes les compromissions pour se maintenir au pouvoir, Yoav Gallant reproche au dirigeant de Likoud de poursuivre les opérations terrestres et de repousser un accord sur la libération des otages afin de rester au pouvoir le plus longtemps possible.

« On devrait assister rapidement à la dissolution prochaine du cabinet de guerre qui devrait être remplacé par un comité de discussion restreint où pourraient siéger autour de Benjamin Netanyahu, Yoav Gallant, Ron Dermer, ministre des Affaires stratégiques, et Tzachi Hanegbi, chef du Conseil national de sécurité… conclut David Khalfa. Cela permettrait de continuer à écarter des décisions Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich. Mais Yoav Gallant est aussi capable d'un coup de poker en décidant de démissionner si Benjamin Netanyahu décidait finalement de donner plus d'influence à ses ministres extrémistes dans la conduite de la guerre. Le risque pour Benjamin Netanyahu, qui est avant tout rationnel, serait de se séparer de son dernier fusible. »

@P_Airault

Les sièges situés au-delà du mur d'Hadrien pourraient aider les travaillistes à renforcer leur majorité lors des législatives du 4 juillet

l'Ecosse, terre de reconquête pour le Labour

Réservoir

Crédités de 39% des intentions de vote en Ecosse, **les travaillistes pourraient y récupérer autour de 25 sièges**, contre deux actuellement lors des législatives du 4 juillet.

Chloé Goudenhooft (à Londres)

AVEC LE PARTI NATIONALISTE ÉCOSSAIS (SNP) en perte de vitesse, l'Ecosse représente de nouveau une opportunité pour le Labour. « Historiquement, la nation est une terre travailliste », rappelle Judith Sijstermans, maîtresse de conférences à l'Université d'Aberdeen, même si, depuis 2007, le parti indépendantiste a pris le contrôle du gouvernement local.

Mais, depuis la démission de Nicola Sturgeon en février 2023, le SNP traverse une crise de direction. Le « candidat de la continuité », Humza Yousaf, n'aura tenu que treize mois au poste de Premier ministre. John Swinney, son remplaçant, avait déjà été le chef du parti de 2000 à 2004 et vice-Premier ministre écossais de 2014 à 2021, ce qui montre les difficultés du SNP à se renouveler. Le bilan du parti est aussi mitigé. « Ils sont critiqués sur l'éducation, alors que le niveau scolaire a baissé depuis des années, et pour la longueur des listes d'attente pour les traitements de santé », illustre Thomas Chidwick, professeur en histoire contemporaine à l'Université Queen Mary de Londres.

Décentralisation ». Autre point positif pour le Labour, les conservateurs suscitent une profonde exaspération au-delà du mur d'Hadrien. « Les électeurs se demandent qui est le plus à même de les débarrasser des Tories », confirme Judith Sijstermans. Résultat de ces effets combinés, début juin, les travaillistes obtenaient en Ecosse 39% des intentions votes selon Redfield & Wilton Strategies, contre 29% pour le SNP et 17% pour les conservateurs.

« Selon le leader travailliste écossais Anas Sarwar, le Labour pourrait ainsi récupérer autour de 25 sièges. Un progrès par rapport aux deux sièges obtenus en 2019 (sur 59) mais un chiffre qui reste loin du raz-de-marée de 1997. A l'époque, les travaillistes avaient remporté 56 des 72 circonscriptions écossaises existantes. Une razzia qui avait contribué à la victoire de Tony Blair. « L'Ecosse était fondamentale dans la stratégie du New Labour, rappelle Thomas Chidwick. La promesse d'établir un parlement local, comme dans les autres nations du Royaume-Uni, était au centre de sa campagne. Son cabinet était aussi constitué de nombreux Ecossais comme Gordon Brown aux Finances et Robin Cook aux Affaires étrangères. »

Le Labour de Keir Starmer n'a, lui, pas mis au point une stratégie pro-Ecosse. Deux jours après l'annonce de la tenue des élections le 4 juillet, le chef du Labour s'est tout de même rendu à Glasgow. « L'Ecosse est au cœur de ma mission, qui est de changer la Grande-Bretagne pour le meilleur, a-t-il déclaré, en compagnie d'Anas Sarwar. Il n'y aura pas de changement sans l'Ecosse. » Mais alors que le sujet de l'indépendance n'est plus au centre des débats, le leader travailliste n'a pas fait d'annonce spécifique en faveur des voisins du nord, même s'il a promis « la plus grande expansion de la décentralisation depuis la dernière fois que les travaillistes étaient au pouvoir ».

Mais le cœur de la campagne travailliste porte avant tout sur des problématiques qui font écho partout au Royaume-Uni. « Le Labour promet de créer des emplois de bonne qualité, d'apporter de la stabilité économique et de contribuer à réduire les listes d'attente du service national de santé, même si le secteur est géré localement », détaille Thomas Chidwick.

En revanche, Judith Sijstermans considère qu'après le scrutin les spécificités de l'Ecosse ne pourront pas être ignorées longtemps par un Labour victorieux. « L'absence de position claire sur les questions de décentralisation pourrait jouer contre les travaillistes, surtout en vue des élections du parlement écossais prévues en 2026. »

@chloegouden

Loris Chavanette

« Monsieur Mélenchon, il faut maintenir Robespierre dans son infamie »

Une fois n'est pas coutume, une campagne électorale française voit des candidats instrumentaliser l'histoire afin de donner du cœur à leurs idées. Jean-Luc Mélenchon a ainsi récemment jugé bon de répondre à Raphaël Glucksmann, lequel avait confessé souhaiter n'être « ni Jupiter, ni Robespierre ». Il n'en fallait pas plus au leader des insoumis pour y aller une nouvelle fois de son apologie de l'Incorruptible, peint en porte-drapeau des idéaux universalistes de la Révolution française.

Robespierre n'a-t-il pas prêché l'égalité devant la loi, même pour les juifs reconnus citoyens français, font toujours valoir ses défenseurs ? N'a-t-il pas plaidé l'abolition de la peine de mort, combattu en pacifiste la déclaration de guerre de la France à l'Europe ? Le révolutionnaire prêta, parmi les premiers, le serment du jeu de paume, déclama en faveur du suffrage universel, limita la vague de déchristianisation, et ainsi, en adepte de Jean-Jacques Rousseau, porta haut à la tribune la fondation d'un nouveau contrat social sur la base de l'égalité. Et il aurait eu raison, car Robespierre, cet homme utopie, n'a pas été ce monstre froid, ce « tigre buveur de sang », que les Thermidoriens et toute une tradition historiographique ont voulu retenir de lui.

Cependant, dans l'éloge de son héros, Jean-Luc Mélenchon paraphrase Camille Desmoulins en disant que Robespierre était « la Déclaration des droits de l'homme sur pattes », quand le premier le décrivait comme son « commentaire vivant ». Or, qu'a fait l'Incorruptible de cette Déclaration des droits ? Après l'avoir promue, il l'a enfermée au club des Jacobins dans une malle pour signifier que ce rêve de nation et ces droits fondamentaux, bien que déclarés universels, imprescriptibles et sacrés, étaient suspendus. Qu'a fait Robespierre de Camille Desmoulins, son ami d'enfance, celui dont il était le témoin de mariage et auquel il rendait souvent visite pour jouer avec son fils Horace ? Il l'a envoyé à la guillotine, sans rien faire non plus pour sauver du bourreau son épouse, Lucile Duplessis.

Querelle de fond. Ainsi Jean-Luc Mélenchon a-t-il cité le seul personnage de cette histoire qu'il ne pouvait pas invoquer dans son discours pro-Robespierre. La tache de sang ayant giclé du cou de son ami sur sa jolie veste bleue reste, restera et doit rester une tache d'infamie sur la mémoire de Robespierre, lequel ne saurait être réhabilité sans cracher aux visages de Camille Desmoulins, de son épouse Lucile, et de leur ami Danton. Robespierre les précipita dans la tombe et nous, nous devons continuer à le maintenir dans la honte, car il y a certaines gouttes de sang qui ne sèchent jamais.

Robespierre montera à son tour sur l'échafaud en thermidor. Beaucoup, à l'instar de Jean-Luc Mélenchon - qui ne fait que reprendre, dans ses prises de parole, la longue suite d'arguments de l'historiographie marxiste, sinon léniniste -, militent en faveur d'une réhabilitation posthume de leur héros, le prenant toujours en exemple d'un modèle de République. Le duel à distance entre Raphaël Glucksmann rappelle le schisme de la gauche, vieille tradition française qui tire ses origines mêmes de l'an II quand les Girondins, les dantonistes, les hébertistes, les robespierristes s'affrontaient dans l'arène politique.

Aujourd'hui, à l'heure de la moralisation de la vie publique et de la pratique des dénonciations sur les réseaux sociaux, faut-il voir en Robespierre un homme en avance sur son temps ? Ou bien faut-il à l'inverse considérer cette ère du soupçon, cette mode de la surveillance des citoyens et la méfiance grandissante à l'égard des élus comme la perversion du modèle démocratique ? La démocratie est toujours à la croisée de ces deux chemins. La tentative de rehaussement du prestige et de l'héritage de Robespierre s'inscrit dans cette querelle de fond, hautement politique, que nous connaissons.

Ne nous y trompons donc pas : ce n'est pas seulement la réhabilitation de l'homme Robespierre, comme figure historique, qui est en jeu, mais la réhabilitation de ses principes, de sa vision d'une République morale et sociale, quitte à réprimer et réprimer encore les récalcitrants, les dissidents, ces véritables insoumis fidèles à l'idéal de liberté de 1789, dont Camille Desmoulins est la figure par excellence. Levasseur, député de 1792, interpréta l'exécution de Desmoulins comme « un acte d'impardonnable lâcheté » de la part de Robespierre. Quant à Baudot, autre conventionnel, il disait craindre « qu'à l'aide de beaucoup de sophismes, la mémoire de Robespierre ne fût un jour réhabilitée dans la mémoire des hommes. »

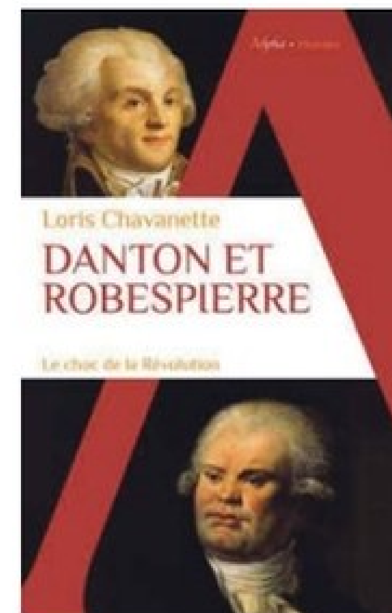
Au moment du centenaire de la Révolution, en 1889, l'universitaire Alphonse Aulard s'adressait ainsi aux « apologistes de Robespierre » : « Je maintiens que Robespierre assassina traîtreusement, et sans circonstances atténuantes, avec la plus froide préméditation, l'homme qui soutenait une politique laïque et française par opposition à un système presque théocratique, son frère d'armes, son camarade magnanime, le bon et le grand Danton. » En 1989, le bicentenaire n'avait pas honoré non plus Robespierre, et il y a fort à espérer que cela perdure.

Amis depuis le collège Louis-le-Grand à Paris, Camille Desmoulins avait toujours idolâtré Robespierre dans lequel il voyait le plus grand homme de son temps, jusqu'au jour où Desmoulins voulut, dans son journal *Le Vieux Cordelier*, freiner la violence révolutionnaire, demandant l'ouverture des prisons, la libération des innocents, et ainsi une modération de la politique de salut public. Allant jusqu'à soutenir Danton, lequel avait demandé à la tribune « l'économie du sang des hommes », Desmoulins rappelle la première maxime de la Déclaration des droits de l'homme : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas qu'on te fasse. »

« Le leader insoumis ne va pas assez loin dans son portrait trop flatteur du personnage et se contente de citer Clémenceau, lequel jugeait que la Révolution française est "un bloc" afin de couvrir du prestige de 1789 les atrocités de la Terreur »


DR

Encore une fois est brandi, par les opposants à Robespierre, l'Evangile des Droits de l'homme, comme s'il fallait faire comprendre à l'Incorruptible que sa politique s'écarte trop de la bonté originelle du message de 1789. C'est précisément l'ambition de Desmoulins, qui file la comparaison entre les terroristes invoquant la sainteté du peuple pour guillotiner et « les Dominicains, quand ils font brûler en Espagne un malheureux hérétique ». Le héros de juillet 1789 veut renouer avec l'idéal des débuts quand il écrit : « je persiste à croire que notre liberté, c'est l'inviolabilité des principes de la déclaration des droits ; c'est la fraternité, la sainte égalité (...), c'est la douceur des maximes républicaines ».



Historien

Enseignant à l'Institut catholique de Paris, **Loris Chavanette** est un spécialiste de la Révolution française et de l'Empire. Il est l'auteur d'une biographie croisée : *Danton et Robespierre - Le choc de la Révolution* (rééditée en poche, Alpha, 2024, préface d'Emmanuel de Waresquiel) et a publié récemment *Le 14 Juillet de Mirabeau - La revanche du prisonnier* (Tallandier, 2023).

Reniement. Ce sont ces lignes qui le feront envoyer à l'échafaud. Loin d'avoir défendu son ami comme beaucoup d'historiens le prétendent encore, Robespierre, après avoir fait brûler son journal aux Jacobins, l'a livré au bourreau : non seulement en rédigeant les notes préparatoires servant de base au réquisitoire de Saint-Just contre les dantonistes, mais encore en signant son ordre d'arrestation, en votant sa traduction devant le Tribunal révolutionnaire, en lui interdisant de se défendre devant la Convention nationale, en l'empêchant de désigner des témoins à décharge à son procès, en le faisant même exclure du Tribunal révolutionnaire où la sentence de mort sera prononcée en l'absence de l'accusé Desmoulins, empêché ainsi de prononcer la défense qu'il avait écrit pour sauver sa vie.

Ainsi, Jean-Luc Mélenchon ne va pas assez loin dans son portrait trop flatteur de Robespierre et se contente de citer Clémenceau, lequel jugeait que la Révolution française est « un bloc » afin de couvrir du prestige de 1789 les atrocités de la Terreur. A cette dernière, Robespierre contribua certes avec d'autres membres du Comité de salut public, et il n'a pas été le seul à énerver les lois révolutionnaires, radicaliser la République, dans le but de faire face à l'une des plus terribles crises de notre histoire, avec une guerre intérieure et extérieure opposant la République au reste de l'Europe et, pire encore, des Français à des Français. Il n'a bien sûr pas été le seul à fabriquer les lois de la Terreur avec pour rouages essentiels les emprisonnements arbitraires et les jugements expéditifs du Tribunal révolutionnaire, livrant à l'échafaud même les modérés, mêmes les « indifférents », même des républicains. C'est vrai, il n'a pas été le seul... Mais il a été, et de loin, le plus actif, le plus influent, le plus intraitable dans la confection et le durcissement des lois d'exception.

Pas plus la Révolution française que Robespierre lui-même ne sont des blocs. L'exercice du pouvoir force à changer. La question est de savoir si, se reniant lui-même, Robespierre n'a pas fini par renier les principes généraux, généreux, libéraux, de la Révolution de 1789 elle-même.

Loris Chavanette

Identités Elle a disparu. Quoi ? La démocratie

Le chronique de Hakim El Karoui



Il n'y a pas de démocratie sans le peuple. Il n'y a pas de démocratie sans les élites. Et notamment les élites politiques. Avant de penser à l'avenir (la dissolution, les législatives), regardons le présent. La séquence électorale qui vient de s'achever sur une victoire sans précédent de l'extrême droite est particulièrement inquiétante : le succès des partis xénophobes s'est fait sur le rejet des immigrés (notamment musulmans) et sur la détestation des élites (en France, Emmanuel Macron).

Rien d'autre n'a compté : ni l'absence de cohérence des propositions de l'extrême droite, ni la médiocrité des têtes de liste (Jordan Bardella ne connaissait ni son programme, ni probablement pas grand-chose des sujets dont il se prétend l'expert, lui qui est un apparatchik politique depuis la sortie de l'adolescence), ni, et c'est le plus grave, le contexte pourtant très inquiétant : la guerre en Ukraine avec la victoire des démocraties qui s'éloigne, le réchauffement climatique qui s'emballe, le déclassement européen qui s'accentue.

Selfie. Las, le vote pour l'extrême droite explose au moment où la vie démocratie s'affaisse : les responsables politiques sont devenus des people comme les autres, à la différence près qu'eux, on aime les haïr quand on adule les autres (sportifs, chanteurs, comédiens). Alors, on fait un selfie avec eux et puis on passe son chemin : discuter, débattre, contredire ? Non jamais. Juste s'afficher pour envoyer ensuite à ses groupes WhatsApp la photo avec tel ou tel ministre.

Ou tel ou tel candidat : Jordan Bardella sur TikTok fait un dernier post avant l'élection pour dire que le vote RN est un vote anti-Macron mais aussi un vote pour le pouvoir d'achat (ah bon ?), les agriculteurs (parce qu'il est contre les mesures de sauvegarde écologiste), « nos emplois », « l'industrie » comme si être contre Macron permettait d'être pour le bien contre le mal.

Rien de neuf en fait, sauf que cette fois-ci le fossé est béant : 37% pour l'extrême droite, 15% pour la liste Renaissance, 14% pour la liste PS, à peine 5 pour les écologistes. Quant aux LR, ils sont à 7% mais empruntent déjà une partie de leurs idées à l'extrême droite.

Alors que faire dans la campagne qui commence ? S'indigner comme je le fais ici ne sert à rien : on convainc les convaincus qui sont de moins en moins nombreux. Il faut partir de la réalité : ce n'est pas un problème de communication, c'est un problème de politique. Et la solution, ce n'est pas d'emprunter le chemin et le discours du RN : tous ceux qui ont essayé de faire cela ont perdu.

La solution, c'est d'identifier sereinement les problèmes et de leur apporter des solutions opérationnelles. Commençons par mener la bataille du diagnostic, montrons la complexité du monde, proposons des solutions innovantes, construisons de nouvelles alliances. Mais surtout, surtout, ne désespérons pas... Le temps n'est pas à la résignation. Il est à l'action.

@helkaroui

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb.
Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne.
SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €.
IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

THE WALL STREET JOURNAL.
DOW JONES 11 juin 2024 & l'Opinion NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

Etats-Unis-Arabie saoudite-Israël : ce coup de billard que veut tenter Joe Biden

L'administration Biden est sur le point de finaliser un traité entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite. Dans ce cadre, Washington s'engagerait à défendre le pays du Golfe sur le long terme, en contrepartie du développement de relations diplomatiques entre Riyad et Israël, indiquent des responsables américains et saoudiens.

Le succès de cette initiative diplomatique dépend toutefois de l'engagement israélien d'accepter la création d'un Etat palestinien indépendant et, à plus brève échéance, de mettre fin à la guerre à Gaza. Après des mois de négociations infructueuses sur un cessez-le-feu et un raid israélien mené le week-end dernier pour récupérer des otages détenus en plein cœur de ce territoire, voir la seconde condition être remplie apparaît peu probable.

Les Etats-Unis veulent offrir aux dirigeants israéliens la possibilité de réaliser un vieil objectif : normaliser leurs relations avec l'Arabie saoudite afin d'être mieux acceptés dans le monde arabo-musulman. En contrepartie, Tel-Aviv devrait soutenir un projet crédible de solution à deux Etats. Une hypothèse à laquelle s'opposent le gouvernement israélien actuel et la majeure partie de l'opinion publique du pays.

Cette initiative diplomatique en vue d'un pacte de défense avec Riyad représente une volte-face spectaculaire pour le président américain. Lorsqu'il était candidat, M. Biden s'était, en effet, engagé à traiter l'Arabie saoudite en paria et à lui faire payer le prix de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, résident américain. Le démocrate est désormais sur le point de s'engager officiellement à protéger la riche monarchie pétrolière. Cette dernière poursuit une ambitieuse politique de développement économique et social tout



SIPA PRESS

Joe Biden a proposé un traité de défense à l'Arabie saoudite en échange de la normalisation des relations entre la monarchie du Golfe et Israël.

en réprimant les opposants.

« Ce serait la première fois que les Etats-Unis concluraient un pacte de défense mutuelle ayant force de loi depuis la révision du traité américano-japonais en 1960 et la première fois qu'ils signeraient un tel accord avec un pays autoritaire », souligne Aaron David Miller, ancien négociateur de paix américain qui travaille aujourd'hui au Carnegie Endowment for International Peace, un think tank basé à Washington.

Une alliance de défense renforcerait la position de l'Arabie saoudite au Moyen-Orient et asseoirait le poids militaire des Etats-Unis dans cette région secouée par l'attaque du 7 octobre menée par le Hamas contre Israël et par la guerre qui s'est ensuivie à Gaza. Elle renforcerait également les capacités de défense de l'Arabie saoudite, tout en risquant d'accroître les tensions avec Téhéran, qui se dispute la suprématie régionale avec Riyad et qui a renforcé ses liens avec Moscou.

Le mois dernier, le conseiller américain à la Sécurité nationale, Jake Sullivan, a déclaré que la sécurité à long terme d'Israël dépendait de son intégration régionale et de la normalisation de ses relations avec les Etats arabes, notamment l'Arabie saoudite.

« Nous ne devrions pas manquer une occasion historique de concrétiser la vision d'un Israël sûr, flanqué de partenaires régionaux forts, présentant un front puissant pour dissuader toute agression et maintenir la stabilité régionale, a précisé M. Sullivan à la presse. C'est cette ambition que nous poursuivons chaque jour. »

Ce type de traité, connu sous le nom d'accord d'alliance stratégique, doit être approuvé par le Sénat à la majorité des deux tiers selon la Constitution américaine. Il est néanmoins peu probable qu'il obtienne le soutien d'un nombre suffisant de parlementaires s'il n'est pas assorti d'un engagement de l'Arabie saoudite à normaliser ses relations avec Israël.

Avant une telle conclusion, les Saoudiens souhaiteraient que la guerre à Gaza prenne fin et que des mesures irréversibles et irrévocables soient prises dans les prochaines années à venir en vue de la création d'un Etat palestinien. L'opposition d'Israël à une solution à deux Etats pourrait rendre cet obstacle difficile à franchir.

Selon les responsables américains et saoudiens, le projet de traité s'inspire largement du pacte de sécurité mutuelle conclu entre Washington et Tokyo. En échange de l'engagement des Etats-Unis à défendre l'Arabie saoudite en cas d'attaque, Washington aurait accès au territoire et à l'espace aérien saoudiens pour protéger ses intérêts et ses partenaires

Lire BIDEN en page II

Pourquoi les Etats-Unis ne sont toujours pas en récession

Annoncée par les chefs d'entreprise, les économistes et les investisseurs, la récession refuse de se manifester.

La poursuite des embauches alimente les dépenses de consommation et, partant, une expansion économique sans précédent aux Etats-Unis. Selon le département du Travail, vendredi, les entreprises ont créé 2,75 millions d'emplois au cours des douze derniers mois, dont 272 000 en mai.

Cela fait trente mois que le taux de chômage n'a pas dépassé la barre 4%, ce qui n'était pas arrivé depuis la guerre du Vietnam, à la fin des années 1960, et la guerre de Corée, au début des années 1950.



CREDIT PHOTO

Les consommateurs américains se disent moins confiants qu'avant la pandémie, mais leur propension aux grosses dépenses suggère le contraire.

Bien entendu, le fait que tous ceux qui ont prédit une récession se soient trompés ne signifie pas qu'ils ne finiront pas par avoir raison. S'il reste faible, le taux de chômage est remonté par rapport à ses plus bas niveaux post pandémiques : il est passé de 3,9% en avril à 4% le mois dernier alors qu'il était tombé à 3,4% en avril 2023.

Le rythme des recrutements des entreprises est redescendu à un niveau jamais vu depuis sept ans. Les offres d'emploi, qui ont grimpé en flèche pendant la pandémie, sont revenues à ce qu'elles étaient avant elle. Mais si elles chutent encore, le taux de chômage pourrait bien remonter.

Jusqu'à présent, les déséquilibres du marché du travail se sont réglés d'eux-mêmes, sans récession.

Comparant l'économie à un alpiniste sur une crête, Glenn Kelman, directeur général de la société de courtage immobilier Redfin, observe qu'« il y a des moments où cette crête est extrêmement large et que même un événement majeur n'arriverait pas à faire tomber l'économie de la crête ».

Mais aujourd'hui, poursuit-il, « on a l'impression que la crête s'est beaucoup rétrécie ».

Il y a deux ans, la Réserve fédérale a procédé à des hausses de taux d'intérêt à un rythme jamais vu depuis des décennies afin de lutter contre une inflation qu'elle considérait à tort, au départ, comme devant être de courte durée. Les entreprises avaient du mal à recruter des travailleurs. Elles offraient des augmentations et des primes importantes et les prix montaient en flèche. Les investisseurs, les économistes et certains responsables de la Fed

Lire RECESSION en page II

L'Ukraine recrute désormais des soldats dans les prisons

En 2020, Vitaliy Yatsenko allait chercher un colis rempli d'amphétamines dans un bureau de poste de Kiev quand il a été cueilli par dix policiers et placé en détention. Cette semaine, il pourra sortir de prison et ira rejoindre une armée qui manque cruellement de bras.

Signe de son besoin criant de soldats, l'Ukraine s'est résolue à suivre l'exemple de la Russie et aller recruter, dans les prisons, des détenus qui acceptent de rejoindre le champ de bataille. Kiev a indiqué que 4 656 prisonniers avaient d'ores et déjà déposé leur dossier ; ils s'engagent à servir sous les drapeaux jusqu'à la fin de la guerre en échange de leur liberté.

Alors que la première vague d'enrôlements volontaires s'essouffle et qu'elle doit se battre contre un pays qui compte 3,5 fois plus d'habitants qu'elle, l'Ukraine est confrontée à des choix difficiles. Sur la ligne de front, de nombreuses unités sont décimées et épuisées et Kiev a de plus en plus de mal à recruter des soldats pour contenir les incessantes offensives russes.

En quête de centaines de milliers de nouveaux soldats, le pays a abaissé l'âge de la mobilisation et augmenté les compensations financières, tout en cherchant une solution pour obliger les hommes en âge de combattre qui se sont réfugiés à l'étranger de rentrer et aller se battre.

Une chose est sûre : cette semaine, M. Yatsenko quittera sa cellule et rejoindra l'armée. Pour cet homme de 23 ans condamné à cinq ans de prison, le programme est une véritable chance de rédemption.

« J'ai honte d'être en prison, a-t-il confié au *Wall Street Journal* depuis la prison où il purge sa

Lire UKRAINE en page II

BIDEN

Suite de la page I

régionaux. L'accord a également pour but, en rapprochant Riyad de Washington, d'empêcher la Chine de construire des bases dans le royaume ou de poursuivre une coopération sécuritaire avec l'Arabie saoudite, précisent les responsables.

Un tel accord ferait de l'Arabie saoudite le seul Etat arabe à disposer d'un traité de défense formel avec les Etats-Unis. Bien qu'Israël ne soit pas lié aux Etats-Unis par un tel pacte, la politique américaine s'attache depuis des décennies à garantir à Tel-Aviv le maintien d'un « avantage militaire

Un tel accord ferait de l'Arabie saoudite le seul Etat arabe à disposer d'un traité de défense formel avec les Etats-Unis

qualitatif » dans la région – objectif qui a été inscrit dans la loi en 2008. L'engagement sécuritaire des Etats-Unis à l'égard d'Israël s'est matérialisé en avril, lorsque le pays a pris la tête d'une opération multinationale afin de protéger l'Etat hébreu d'une attaque massive de drones et de missiles menée par l'Iran.

Dans la région au sens plus large, la Turquie, membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), bénéficie d'un engagement mutuel renforcé en matière de défense. Sept autres pays arabes, non-membres de l'Otan, sont des « alliés majeurs ». Un statut qui confère certains avantages aux Etats-Unis en matière de défense et de sécurité, mais qui reste largement symbolique et non contraignant.

Selon Jonathan Panikoff, ancien haut responsable des services de renseignement américains et membre du think tank Atlantic Council, un tel accord – avec une alliance militaire entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite et une normalisation des relations entre Riyad et Tel-Aviv – représenterait une victoire géostratégique pour Washington et serait susceptible de bouleverser l'équilibre des alliances historiques au Moyen-Orient.

« En liant plus étroitement l'Arabie saoudite et les Etats-Unis en matière de sécurité, de technologie, d'économie et de commerce, [cet accord] nuirait également aux tentatives de la Chine de faire avancer ses projets dans la région et de trouver d'autres alliés prêts à se rallier à Pékin pour s'éloigner de l'ordre mondial libéral régi par les Américains », explique M. Panikoff.

L'accord élargi – mais pas le traité stricto sensu – devrait inclure le soutien des Etats-Unis au développement d'un programme nucléaire civil saoudien et comporter un volet dédié à l'enrichissement de l'uranium – un autre dossier extrêmement sensible qui devra être finalisé.

Les initiatives de l'administration Biden visant à encourager la normalisation des relations entre Israël et l'Arabie saoudite ont été lancées bien avant l'attaque du Hamas contre Israël, le 7 octobre. Cette dernière, selon le président et certains spécialistes du Moyen-Orient, visait à perturber ce processus.

Les pourparlers ont été interrompus pendant un certain temps après le déclenchement de la guerre de Gaza, mais ils ont fini par reprendre. Si les négociations aboutissaient dans les mois à venir, M. Biden remporterait une victoire majeure en matière de politique étrangère à l'approche de l'élection présidentielle, alors que son soutien à



SIPA PRESS

Des enfants se ravitaillent sur le camp de réfugés de Jabalia, à Gaza. Avant de signer tout accord avec les Etats-Unis et l'Etat hébreu, l'Arabie saoudite souhaite que la guerre entre Israël et le Hamas prenne fin.

l'Etat hébreu lors du conflit israélo-palestinien lui a coûté l'appui de sa base démocrate.

La rédaction du traité était presque finalisée le mois dernier lorsque M. Sullivan et d'autres hauts responsables américains ont rencontré le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane – un consensus a été trouvé sur la plupart des dispositions, précisent les responsables. Parallèlement, un autre accord de coopération en matière de défense, qui, lui, peut être promulgué par décret, est en cours d'élaboration afin de stimuler les ventes d'armes, le partage de renseignements et la réflexion stratégique sur les menaces communes, notamment le terrorisme et l'Iran.

Bien qu'un cessez-le-feu ne soit pas une condition sine qua non à la normalisation, les responsables américains et saoudiens affirment que, dans les faits, tout accord plus large ne peut être conclu sans.

Le secrétaire d'Etat Antony Blinken a indiqué samedi que les Etats-Unis continuaient à faire pression en faveur d'un accord de cessez-le-feu au lendemain de l'opération israélienne de sauvetage des otages et que le Hamas était désormais le principal obstacle à la conclusion d'un accord visant à suspendre les combats.

« Le Hamas est le seul obstacle à l'obtention de ce cessez-le-feu, a affirmé M. Blinken. Il est temps qu'il accepte l'accord. »

La milice estime que tout accord de paix à Gaza devrait inclure un cessez-le-feu permanent, ce à quoi M. Netanyahu s'est publiquement opposé.

Le partenariat américano-saoudien est axé depuis des décennies sur le pétrole et la sécurité, notamment la lutte contre Al-Qaïda et l'Etat islamique. En 1990, les Etats-Unis avaient déployé un demi-million de soldats dans le royaume pour repousser l'invasion du Koweït par le dictateur irakien Saddam Hussein et pour défendre les champs pétrolifères saoudiens. Les relations ont toutefois failli se rompre à plusieurs reprises, notamment après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 – au cours desquels 15 des 19 pirates de l'air étaient d'origine saoudienne –, et après le meurtre de M. Khashoggi en 2018 par des agents de Riyad.

L'alliance renforcerait le royaume face à son rival iranien et apaiserait les craintes des Américains de le voir pivoter vers la Chine ou la Russie

Une alliance formelle mettrait fin aux éternels désaccords à Washington et aux doutes de Riyad sur la détermination des Etats-Unis à assurer la sécurité du pays. Cela renforcerait le royaume face à son rival iranien et apaiserait les craintes des Américains de le voir pivoter vers la Chine ou la Russie. Cela pourrait également ouvrir la voie à une éventuelle coalition israélo-saoudienne contre Téhéran et consolider la présence américaine au Moyen-Orient, même si les administrations successives se concentrent davantage sur l'Asie.

Au cours des derniers mois, le Pentagone s'est de plus en plus impliqué dans le processus de négociation du traité, alors que les pourparlers avec Riyad approchaient de leur terme. Des hauts fonctionnaires américains ont également informé leurs homologues israéliens des tractations avec les Saoudiens.

La création éventuelle d'un Etat palestinien indépendant dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est nécessiterait des réformes controversées de l'Autorité palestinienne et des concessions importantes de la part de M. Netanyahu, qui s'est fermement opposé à cette idée, arguant qu'elle portait atteinte à la sécurité d'Israël.

Le Premier ministre israélien a toujours modéré sa position sous la pression de Washington. Mais pour tenir cette ligne aujourd'hui, il devrait remodeler sa coalition gouvernementale actuelle, qui comprend des partis d'extrême droite. Une majorité croissante de la population israélienne est par ailleurs vent debout contre la création d'un Etat palestinien depuis l'attaque du 7 octobre menée par le Hamas : 74% des juifs israéliens s'y opposent même dans le cadre du processus de normalisation avec l'Arabie saoudite, selon un récent sondage d'opinion.

Stephen Kalin et Michael R. Gordon

Summer Said a contribué à cet article (Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

Edited from the original

UKRAINE

Suite de la page I

peine. Donc comme ça, je peux enfin être utile. »

Il ne sait ni où il sera envoyé ni quel poste lui sera confié. Et il faut aussi qu'il prévienne sa mère. Il espère qu'elle sera fière de lui ; c'est d'ailleurs en partie pour laver l'affront de l'incarcération qu'il va combattre.

Les prisonniers ont beaucoup été utilisés en temps de guerre, souvent pour les missions les plus dangereuses. Napoléon avait ses brigades de détenus, et autant le régime nazi que l'Union soviétique ont fait appel aux criminels et aux prisonniers politiques. La pratique a cessé dans de nombreux pays après la Deuxième Guerre mondiale, notamment parce qu'il n'y a plus eu de mobilisation à grande échelle.

C'est la guerre en Ukraine qui l'a remise au goût du jour. Le groupe paramilitaire Wagner a été le premier à recruter des détenus, quand l'invasion de l'Ukraine s'est révélée plus délicate que prévu. Moscou a continué d'aller puiser dans ses geôles après la rébellion puis la mort d'Evgueni Prigojine, le patron de Wagner, dans un accident d'avion survenu en août dernier.

Le programme ukrainien ne sera pas une copie conforme de la démarche russe. D'abord, contrairement à ce qui se fait en Russie, tous les détenus n'y seront pas éligibles. Ceux qui ont été condamnés pour violences sexuelles, accidents de la route ayant provoqué des morts ou assassinat de plus d'une personne ou dans des conditions particulièrement violentes n'auront par exemple pas le droit de postuler, a détaillé Olena Vysotska, vice-ministre de la Justice.

Et alors que, dans la majeure partie des cas, les condamnés russes voient leur casier judiciaire effacé, ce ne sera pas le cas avec les détenus ukrainiens.

Le ministère ukrainien de la Justice estime que les autorités peuvent recruter environ 5 000 prisonniers. La Russie n'a jamais confirmé combien de condamnés avaient été recrutés, mais les chiffres du service pénitentiaire montrent qu'il y avait 35 000 détenus de moins en janvier 2023 qu'en mai 2022 dans les prisons du pays.

Selon un des responsables de la prison où M. Yatsenko est détenu, il a été annoncé à plusieurs prisonniers condamnés pour des peines plus graves que ce qu'ils avaient commis les empêchait de rejoindre les rangs de l'armée, ce qui a suscité pas mal de déception. D'autres ont postulé, avant de faire machine arrière quand on leur a détaillé les risques auxquels ils s'exposaient.

Les condamnés seront affectés à des unités spéciales, mais on ne sait pas encore de quoi ils seront chargés.

Les unités de Wagner ont été utilisées, fin 2022 et début 2023, pour mener des attaques à haut risque contre la ville de Bakhmout, lors desquelles des milliers de soldats ont perdu la vie.

Le ministère ukrainien de la Défense n'était pas immédiatement disponible pour apporter un commentaire, mais, de façon générale, le pays expose ses soldats à moins de risques que la Russie ne le fait avec les siens.

Volodymyr Barandich, lui aussi futur ex-détenu, se réjouit de sortir de prison pour pouvoir retourner combattre. Il y a environ six mois, il était caporal et se trouvait près de la ville d'Avdiivka,

Le programme ukrainien ne sera pas une copie conforme de la démarche russe. Contrairement à ce qui se fait en Russie, tous les détenus n'y seront pas éligibles

l'une des zones les plus dangereuses de la ligne de front, quand il a été condamné pour trafic de drogue. Il répète qu'il est innocent et qu'il a été piégé par un de ses anciens amis.

« J'ai honte, parce que je suis là pendant que mes camarades sont toujours au front », soupire-t-il. Il lui reste près de cinq années de prison à purger. Quand il a été condamné, cet homme de 32 ans était militaire depuis six ans. Et, même derrière les barreaux, il n'a jamais renoncé à l'idée de retourner se battre, affirme-t-il. En mai, lors d'un atelier, un autre prisonnier lui a parlé d'une loi qui autorisait les détenus à aller au front.

« Enfin ! », s'est-il dit.

Ni M. Barandich ni M. Yatsenko ne disent avoir peur d'aller se battre.

Ce qui n'est pas le cas d'Alina, la petite amie du premier, qui approuve tout de même la décision d'un homme qui s'est toujours senti à l'aise dans l'armée.

« Pourquoi resterait-il en prison s'il peut servir son pays ? », résume-t-elle.

M. Yatsenko, lui, a grandi dans une famille monoparentale défavorisée de Kiev. Il dit s'être mis au trafic de drogue pour gagner de l'argent.

Il était en couple quand il a été arrêté, mais sa petite amie l'a quittée : elle ne voulait pas sortir avec un condamné. Quand il a été arrêté, sa grand-mère s'est mise en colère et l'a traité d'imbécile.

« Je l'étais, d'ailleurs », concède-t-il.

Si le programme de recrutement dans les prisons est globalement bien accueilli en Ukraine, certains se sont demandé, sur les réseaux sociaux, comment seraient surveillés les ex-prisonniers à qui l'on donne des armes.

En Russie, la première vague de prisonniers-soldats était autorisée à quitter l'armée après six mois de service et, après leur retour à la vie civile, certains ont commis des crimes.

Les autorités ukrainiennes ont souligné qu'elles recrutaient des criminels condamnés pour des peines moins graves que ceux qui avaient été enrôlés en Russie. Les auteurs de meurtre peuvent soumettre une demande, mais sont soumis à une évaluation menée par les services judiciaires et pénitentiaires, selon Mme Vysotska.

Elle a souligné qu'il y avait aussi, parmi les détenus, des patriotes qui voulaient faire amende honorable. La prison doit servir à corriger des comportements et préparer les détenus au retour à la vie normale, pas à enfermer les gens pour le plaisir de les priver de liberté, a-t-elle précisé.

M. Yatsenko raconte que certains prisonniers lui ont dit qu'ils allaient attendre de voir comment les premiers libérés s'en sortaient pour décider s'ils postulaient à leur tour. Quand le *WSJ* a visité la prison, il y a peu, des hommes au regard las fumaient une cigarette dans la cour. Certains travaillaient sous un soleil de plomb, fabriquant des obstacles antichars en béton baptisés « dents de dragon ». « Mais la vie en prison, c'est une colonie de vacances » par rapport au front, affirme M. Barandich.

Alistair MacDonald

Oksana Pyrozhok et Ievgeniia Sivorka ont contribué à cet article (Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



SERHII KOROVAYNY FOR THE WALL STREET JOURNAL

Vitaliy Yatsenko, un détenu ukrainien, va rejoindre une armée manquant d'hommes.

RECESSION

Suite de la page I

pensaient qu'une hausse du chômage était probablement nécessaire pour rééquilibrer l'offre et la demande.

Les entreprises ne licencient pas encore, mais les pressions en ce sens s'intensifieront si une prolongation de la période de hausse des taux entraîne une érosion des marges et une chute des bénéfices.

Les nouvelles dépenses publiques consacrées aux projets d'infrastructure et à l'énergie verte commencent tout juste à impacter l'économie

Les responsables de la Fed devraient maintenir les taux d'intérêt lors de leur réunion de deux jours cette semaine. Ils ont relevé leur taux de référence l'année dernière pour l'établir dans une fourchette comprise entre 5,25% et 5,5%, soit le niveau le plus élevé depuis 2001. Les banques centrales du Canada et d'Europe ont commencé à réduire leurs taux la semaine dernière, mais la croissance est plus forte aux Etats-Unis.

La Fed tente de trouver un équilibre entre le risque de réduire ses taux trop tôt et de laisser perdurer une inflation tenace, et celui de maintenir des taux élevés trop longtemps et de déclencher un ralentissement qui n'est peut-être pas nécessaire pour mettre fin à l'inflation.

Des consommateurs aguerris

La nature extrêmement inhabituelle de la récession provoquée par la pandémie il y a quatre ans, et la réponse politique agressive qu'elle a engendrée sont à la base de toute explication de la remarquable résilience de l'économie américaine.

Au moment où la Fed a commencé à relever ses taux, les bilans du secteur privé étaient anormalement solides. Profitant des baisses de taux de la Réserve fédérale en 2020 et en 2021, de nombreux ménages et entreprises ont en effet négocié des coûts d'emprunt à des niveaux extrêmement bas, ce qui les a protégés des hausses qui ont suivi.

En général, lorsque l'activité redémarre après une crise, les ménages se montrent prudents en matière de dépenses et ont tendance à épargner. Lorsque les taux sont bas, les emprunts soutiennent les dépenses. Des taux élevés les freinent.

Cette fois-ci, l'activité économique a été moins soutenue par le crédit que par la hausse des revenus et un effet de richesse. La pandémie a modifié les habitudes de consommation, ce qui, conjugué à la hausse du prix des actifs, à la solidité des perspectives d'emploi et aux mesures de relance du gouvernement, a permis à un plus grand nombre de ménages de se sentir en fonds.

Rien n'illustre mieux la bizarrerie de l'ère de la pandémie que le marché immobilier américain. La hausse des taux a non seulement affecté la demande mais aussi l'offre. De nombreux propriétaires n'ayant pas de crédit à payer ou bénéficiant d'un taux d'intérêt faible ne sont pas disposés à déménager dans ces nouvelles conditions. Selon Freddie Mac, le taux moyen des prêts hypothécaires à 30 ans a récemment frôlé les 7% contre seulement 3% il y a trois ans.

En avril, toutefois, le taux d'intérêt moyen des prêts hypothécaires américains en cours ne s'élevait qu'à 4,1%, contre 3,9% trois ans plus tôt, selon les données de l'Intercontinental Exchange.

Les entreprises du secteur de la construction résidentielle ont bénéficié du très faible nombre d'annonces sur le marché de l'immobilier ancien. Mais les stocks de logements neufs ont augmenté ces derniers mois pour atteindre leur niveau le plus élevé depuis plus d'une décennie, signe d'une possible faiblesse à venir. La hausse des taux d'intérêt signifie également qu'il est plus coûteux pour les promoteurs de conserver un inventaire de logements en attente d'acheteurs.

La saison des achats de printemps a d'ailleurs été décevante, même si les clients qui franchissent la porte des agents immobiliers sont plus déterminés à conclure une affaire, observe M. Kelman. « L'année dernière, au premier signe de hausse des taux, les gens se sont enfuis. Il semble donc que le consommateur soit plus aguerri aujourd'hui, poursuit-il. Mais le marché est très lent. Le nombre de personnes qui achètent des maisons en ce moment est presque à son plus bas niveau possible. »

Dans les enquêtes, les consommateurs se disent moins confiants qu'avant la pandémie, mais leur propension aux grosses dépenses suggère le contraire. Ces trois dernières années, le rapport entre la richesse nette des ménages et leurs revenus a été plus élevé qu'à n'importe quelle autre période d'avant la pandémie.



SIPA PRESS

La Réserve fédérale, présidée par Jerome Powell, devrait maintenir ses taux d'intérêt lors de sa réunion de deux jours cette semaine.

« Les gens se sentent plus confiants, de sorte qu'ils utilisent chaque dollar supplémentaire de revenu et de richesse nette accumulée pour dépenser plus », constate Ed Al-Hussainy, expert en taux d'intérêt chez Columbia Threadneedle. L'inverse s'est produit en Chine, deuxième économie mondiale, qui a connu une croissance beaucoup plus lente.

Lorsque les hausses brutales de la Fed ont menacé de mettre fin aux embauches dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt du logement et de l'industrie manufacturière, de nouvelles dépenses publiques dans les infrastructures et les usines de fabrication de puces informatiques et de batteries de voitures ont pris le relais des créations d'emplois.

L'économie a par ailleurs bénéficié l'année dernière d'un coup de pouce supplémentaire inhabituel grâce à l'immigration qui a encore stimulé un peu plus l'emploi, soutenu les dépenses et atténué les pressions salariales.

« Des gens qui ne pourront pas tenir le coup »

Après les récessions de 2001 et 2008, les prix des actifs se sont effondrés. Mais pas cette fois-ci. La hausse des prix des actions et des logements, malgré un bref repli au début de 2020, a alimenté les dépenses des consommateurs à hauts revenus.

En revanche, les consommateurs à faibles revenus ont épuisé leurs réserves d'épargne constituées durant la pandémie et ont commencé à emprunter avec leurs cartes de crédit. Ils accusent des retards de paiement à des taux plus élevés tandis que les magasins à prix réduits constatent un affaiblissement de la demande.

L'économie est également menacée par des secteurs mal préparés à la hausse des taux. S'ils ont jusqu'ici évité des dommages plus importants, c'est avec l'espoir que la Fed maîtrise rapidement l'inflation et réduise à court terme les taux d'intérêt. C'est notamment le cas des investisseurs dans le secteur durement touché de l'immobilier commercial et de leurs créanciers, notamment des banques petites et moyennes. Tous ces acteurs pourraient commencer à enregistrer des pertes plus importantes si les taux ne baissent pas prochainement.

« Si vous maintenez les taux d'intérêt à ce niveau, il y aura des gens qui ne pourront tout simplement pas tenir le coup », alerte Randal Quarles, vice-président de la Fed chargé de la supervision des banques entre 2017 et 2021.

Difficultés à recruter, lenteur à licencier

La forte croissance de l'emploi a duré plus longtemps que prévu parce que certains secteurs essaient encore de rattraper les niveaux d'emploi d'avant la pandémie. Le secteur des loisirs et de l'hôtellerie, par exemple, a créé 1,3 million d'emplois au cours des deux dernières années. Mais il lui manque toujours environ 1 million d'emplois par rapport à sa tendance de long terme.

Par rapport à l'Europe, les Etats-Unis ont connu une baisse plus importante du nombre des faillites d'entreprises. Mais ils ont enregistré un bond encore plus considérable des créations de sociétés qui ont également stimulé le marché du travail. A la fin de l'année dernière, les enregistrements de nouvelles entreprises étaient en hausse de 53% par rapport aux quatre années précédentes aux Etats-Unis, contre 8% en Europe, selon une étude de la Fed.

Après avoir eu beaucoup de mal à recruter des travailleurs ces dernières années, en raison d'une vague de départs à la retraite anticipée, des entreprises sont devenues plus réticentes à licencier en période de crise. C'est le cas de Titan Steel, un distributeur et transformateur de produits sidérurgiques basé à Baltimore.



SIPA PRESS

Des ouvriers sur un chantier à New York. Les entreprises américaines ont créé 2,75 millions d'emplois lors des douze derniers mois.

« Autrefois, le fait de tourner à pleine capacité se mesurait en termes d'utilisation des équipements physiques de l'usine : est-ce qu'on fonctionne en 3x8 ou pas ?, rappelle Bill Hutton, le président de l'entreprise. Mais je ne conçois plus la pleine capacité de cette façon. On peut être à pleine capacité sans travailler en 3x8 parce qu'on n'a pas les bons travailleurs. »

Les nouvelles dépenses publiques consacrées aux projets d'infrastructure et à l'énergie verte commencent tout juste à impacter l'économie. Les dépenses de construction dans le secteur manufacturier ont bondi de 67% au quatrième trimestre par rapport à l'année précédente.

« L'impact sur le marché du travail se fait sentir dès le début, observe Robert Kaplan, vice-président de Goldman Sachs et ancien président de la Fed de Dallas. Il s'est manifesté dès l'annonce de la loi sur les infrastructures ou du projet de loi sur la réduction de l'inflation, même si les dépenses budgétaires n'ont pas été engagées immédiatement. »

De plus, bon nombre de ces projets peuvent attirer des travailleurs occupant des emplois moins bien rémunérés dans le secteur des services, ce qui accroît d'autant la demande de services tels que la garde d'enfants ou les emplois dans les restaurants.

Enfin, certains types d'investissements connaissent des hausses et semblent moins sensibles au relèvement des taux, notamment dans le domaine des logiciels et de la recherche et du développement.

« Faire au mieux »

Les responsables de la Fed devraient indiquer lors de leur prochaine réunion qu'ils conservent la possibilité de réduire les taux d'intérêt d'ici la fin de l'année mais qu'ils souhaitent examiner les données sur l'inflation et l'emploi pendant encore plusieurs mois avant de prendre des mesures.

« La Fed a une excuse pour attendre de voir ce qu'il va se passer. Elle n'a pas besoin d'agir parce que le marché de l'emploi n'est pas en train de s'effondrer », souligne Samuel Rines, analyste économique chez le gestionnaire d'actifs WisdomTree.

Lors de leur dernière réunion, les responsables de la Fed se sont demandé pourquoi leur politique de taux n'avait pas davantage permis de ralentir l'économie. Après l'effondrement de trois banques de taille moyenne l'année dernière, le corps des docteurs en économie de la Fed a pronostiqué une récession dans les prévisions présentées toutes les six semaines aux responsables de la fixation des taux d'intérêt, ce qui est extrêmement rare. Ils ont abandonné cette prévision de récession en juillet 2023, une fois que le stress bancaire s'est apaisé.

Selon M. Quarles, qui est aujourd'hui président d'une société de capital-investissement à Salt Lake City, la série de hausse de taux de la Fed a stupéfié de nombreux débiteurs, ce qui aurait pu avoir pour effet pervers de prolonger le délai nécessaire pour que les taux ralentissent l'activité. En effet, les entreprises les moins préparées et les plus vulnérables à la hausse des taux repoussent tout simplement le moment où elles doivent prendre des mesures.

Des centaines de milliards de dollars d'obligations et de prêts d'entreprises arriveront à échéance dans les années à venir, mais pour les entreprises dont la dette est insoutenable, il n'est pas judicieux de se refinancer « si elles pensent que les taux d'intérêt vont bientôt redescendre », explique-t-il. Et d'ajouter : « Les gens retarderont l'acceptation de la situation aussi longtemps qu'ils le pourront, par tous les moyens possibles ».

Certaines entreprises de taille intermédiaire qui auraient pu se retrouver en difficulté à l'heure actuelle ont été rachetées par des sociétés de capital-investissement. Or ces propriétaires plus sophistiqués savent comment procéder à des transactions de créances douteuses « afin de protéger leur propre valeur, de sorte qu'on a l'impression de faire au mieux », selon Jim Millstein, co-président de la banque d'investissement et des marchés de capitaux de Guggenheim Partners.

L'immobilier commercial se trouve lui aussi sous pression, et pas seulement à cause des difficultés d'un marché de l'immobilier de bureaux aux prises avec la poussée du travail à distance. Les détenteurs de milliards de dollars de dettes sur des appartements qui devaient arriver à échéance l'année dernière ont prolongé leurs prêts d'environ un an. Beaucoup de ces biens ont perdu de leur valeur parce que les propriétaires refinancent des prêts hypothécaires à 3% contractés en 2020 ou 2021 à des taux qui avoisinent aujourd'hui les 7%.

Cela oblige les propriétaires à rembourser leur dette lorsqu'ils la refinancent. « Lorsque vous doublez le coût du capital, cela ne marche pas. Vous devez faire un gros chèque », explique Ric Campo, directeur général de Camden Property Trust, une entreprise de placement immobilier, basée à Houston, propriétaire de 58 000 appartements.

Un nombre de plus en plus grand de distributeurs, de fabricants de produits alimentaires et de restaurants qui ont fortement augmenté leurs prix au cours des trois dernières années font état d'une plus grande résistance des consommateurs face aux augmentations, notamment des entreprises comme Starbucks, McDonald's et Kraft Heinz. En revanche, les compagnies de croisière enregistrent des réservations record. Selon M. Rines, « le consommateur se dit : "Je ne vais pas acheter un cheeseburger à 10 dollars dans un fast-food mais je vais m'offrir cette croisière de six jours que je veux vraiment faire". »

Trop chaud ou trop froid

A l'avenir, la Fed devra naviguer entre deux risques. Le premier serait que ce qui ressemble à une économie « en voie de normalisation » après la pandémie finisse par s'affaiblir davantage, pour finalement basculer dans la récession que les prévisionnistes annoncent depuis longtemps.

Le second serait qu'une baisse des taux d'intérêt décidée par la Fed pour prévenir cette faiblesse et relancer l'activité économique et les prix des actifs n'aboutisse à maintenir l'inflation au-dessus de l'objectif de 2% fixé par la Fed.

M. Campo affirme que son bilan est plus sain que jamais et qu'il dispose d'un milliard et demi de dollars prêts à être investis dans la construction de nouveaux appartements. Mais comme son secteur souffre lorsque les gens perdent leur emploi, il attend des signes que le marché du travail évitera bien une grave récession avant de mettre de l'acier et du béton dans le sol.

« Nous sommes nombreux à être dans les starting-blocks, à essayer de déterminer le bon moment pour utiliser des capitaux, explique-t-il. Mais je ne le ferai pas tant que je n'aurai pas vu si la Fed a planifié un atterrissage en douceur. »

Nick Timiraos
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Yves Adaken)

Edited from the original

Conférences
by l'Opinion



Nourrir la planète : Comment réarmer la ferme France ?

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

Jeudi 27 juin 2024 de 9h à 12h, Paris 16e

Avec la participation de :



Thierry Blandinières
Directeur général, InVivo



Audrey Bourolleau
Fondatrice de Hectar



Christoph Büren
Président, Groupe Vivescia



Yves Picquet
Président, Bayer France et
directeur, Crop Science France



Agnès Pannier-Runacher
Ministre déléguée auprès du
ministre de l'Agriculture et de
la Souveraineté alimentaire

Découvrir
le programme
et s'inscrire



Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements

En partenariat avec :











Avec le soutien de :



